

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Mercredi 12 Avril 2023- Prix 20 DA <http://www.lesenjeuxeco.dz> ■ N°101 ■

DE GRANDES MARQUES VONT PRODUIRE EN ALGÉRIE

Vers la relance de l'industrie du textile

Le complexe textile Tayal, situé dans la zone industrielle de Sidi Khettab (wilaya de Relizane), a réussi un grand coup en signant avant-hier lundi à Alger, quatre contrats et mémorandums d'entente avec des représentants de marques internationales de vêtements en Algérie en vue de leur production localement.

P 3



Commerce

**Revoir la plateforme
d'ALGEX dédiée aux
importateurs**

P3

Entrainé par le conflit russo-ukrainien

**« Le Dollar
est
en net déclin »**

P3

Pétrole

**Le prix du baril
en hausse**

P 16

Présumées affaires de
corruption

**Remettre
les pendules à
l'heure**

P 5

Enseignement supérieur

**L'université, un espace
d'idées novatrices
pour la création de
richesses**

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari a affirmé à Alger que l'université algérienne était un espace d'idées novatrices qui peuvent être concrétisées sur le terrain pour contribuer à la création de richesses et à la réalisation de l'autosuffisance alimentaire.

P2

De nouvelles découvertes réalisées
par la Sonatrach

**L'Algérie augmente
ses réserves
hydrocarbures**

L'Algérie a réussi, durant ces trois dernières années, à l'augmentation de ses réserves d'hydrocarbures. Plusieurs découvertes ont été réalisées par le groupe Sonatrach, durant cette période. Depuis le début de l'année en cours, le groupe pétro-gazier a intensifié ses investissements dans la recherche et l'exploration.

P 5

Croissance mondiale pour 2023

**Le FMI abaisse sa
prévision à 2,8%**

L'institution a revu ses prévisions légèrement à la baisse pour l'an prochain en France. De son côté, la Russie évite toujours la récession, mais la Chine devrait voir son activité ralentir.

P 4

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

L'université, un espace d'idées novatrices pour la création de richesses

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari a affirmé à Alger que l'université algérienne était un espace d'idées novatrices qui peuvent être concrétisées sur le terrain pour contribuer à la création de richesses et à la réalisation de l'autosuffisance alimentaire.

Par Slimane T/Agence

PROJETS DE LOGEMENTS

Le ministre de l'habitat ordonne d'accélérer les travaux

Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Mohamed Tarek Belaribi a instruit les cadres de son secteur à l'accélération des travaux de réalisation des projets de logements, notamment dans les wilayas du Sud. Selon un communiqué, le ministre a exprimé son mécontentement face au retard enregistré dans le rythme de réalisation du programme confié aux offices de promotion et de gestion immobilière du parc locatif public. Devant cet état de fait, le ministre a donné instructions strictes pour que toutes les dispositions soient prises dans le but d'achever tous les projets ayant fait l'objet de l'ordre du jour de la réunion, et cela avant le 5 juillet prochain.

Le ministre a également insisté sur les facilitations en matière d'octroi de logement. Le ministre a également appelé à la nécessité de raccorder les groupements ruraux aux différents réseaux et de recenser ceux nécessitant une rallonge budgétaire. Mohamed Tarek Belaribi a également mis l'accent sur le règlement des situations des entreprises de réalisation ayant respecté le cahier de charges.

Comme il a donné instruction de recenser tous les projets du programme 2023 concernés par les équipements et ce avant la date du 5 juillet prochain.

dimanche dernier et lors d'une visite à Ouargla, le ministre avait également affiché son désappointement devant le rythme des travaux au niveau de la nouvelle ville de Hassi Messaoud. Sur place, il avait mis l'accent sur la nécessité de donner un nouveau souffle aux projets restants, tout en assurant le suivi des travaux sur le terrain. Établie sur une superficie de 7.000 ha, la nouvelle ville de Hassi Messaoud est appelée à devenir un véritable pôle en matière de technologie et d'industrie des énergies nouvelles et renouvelables.

La ville englobe également des pôles d'emploi et d'activités diverses, avec des projections de 40.000 postes de travail, 18% d'activités logistiques et 56% d'activités industrielles.

Afin de lutter contre les aléas désertiques et les risques d'ensablement, la ville est ceinturée d'une bande verte longue de 6 kilomètres, et d'une largeur de 500 mètres. Validées en juin 2013 par la commission interministérielle présidée par le ministre de l'Aménagement du territoire, de l'Environnement et de la Ville, la nouvelle ville devrait à terme accueillir 80.000 habitants.

S'exprimant en marge d'une visite d'inspection à l'Ecole supérieure des sciences de l'aliment et des industries agroalimentaires (ESSAIA) et à l'Ecole nationale supérieure d'agronomie (ENSA), le ministre a indiqué qu'il existe «plusieurs idées novatrices pouvant être bénéfiques pour leurs porteurs et pour l'économie nationale si celles-ci sont concrétisées en projets productifs permettant de relancer l'industrie locale et de procurer de la devise».

Selon le ministre, l'instauration de la culture d'entrepreneuriat requiert certains mécanismes per-

mettant aux diplômés de créer de la richesse et d'apporter une valeur ajoutée à l'économie nationale, notamment dans le domaine de la sécurité alimentaire et de l'autosuffisance en matière de production des céréales. Ces mécanismes, a-t-il dit, sont assurés par le ministère de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, qui «accompagne les innovateurs dans la valorisation de leurs travaux mais aussi dans le financement de leurs entreprises».

Dans le même sillage, le ministre a fait savoir que la présentation «de plateformes dédiées à certaines activités de recherches relatives aux différentes plantes en vue de les reboiser dans les régions ayant en-

registré des incendies ces dernières années a été fixée à la fin juillet».

Lors de cette visite, le ministre s'est enquis de plusieurs projets de recherche au niveau de l'annexe de l'ESSAIA et de projets d'incubateurs des affaires, appelant les étudiants à œuvrer à «concrétiser leurs projets sur le terrain à travers le dispositif de soutien aux projets dans le cadre des micro-entreprises et des start-up».

M. Baddari a inspecté en outre les différents départements de l'ENSA, exhortant à «consentir davantage d'efforts pour protéger la flore».

FORMATION PROFESSIONNELLE-OPÉRATEURS ÉCONOMIQUES

Consolider le partenariat

Le ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Yacine Merabi, a affirmé lundi à Skikda que son secteur «œuvre dans le sens de la consolidation du mécanisme du partenariat avec les opérateurs économiques».

Au terme de sa visite de travail dans la wilaya, le ministre a estimé que la consolidation de ce partenariat par des conventions entre le secteur de la formation et les opérateurs économiques

"contribuera à fournir une main d'œuvre qualifiée et de qualité", considérant que le mode d'apprentissage est "un indicateur positif et un élément favorable au développement économique du pays".

Au cours d'une rencontre avec la presse tenue au siège de la société maintenance industrielle SOMIK dans la grande

zone industrielle de Skikda, le ministre a invité les hommes d'affaires et les opérateurs économiques à engager des investissements adaptés aux spécificités de chaque région, avant de présider sur place la signature d'une convention de partenariat entre SOMIK et la direction locale de la formation et de l'enseignement professionnels portant sur l'accueil des stagiaires et la formation continue des personnels de la société.

Le ministre a exhorté les responsables locaux de la formation à ouvrir des spécialités liées au dessalement de l'eau de mer à partir de la prochaine rentrée, relevant que ces spécialités déjà ouvertes dans certaines wilayas seront généralisées aux wilayas qui possèdent des stations de dessalement. Durant sa visite à l'institut spécialisé de formation professionnelle

d'Azzaba, le ministre a ordonné de procéder à un jumelage pédagogique entre cet institut et l'institut national spécialisé d'Essania d'Oran dans la filière de mécanique automobile.

Il a également décidé de réserver le nouveau centre d'El Hadaïek (Sud de Skikda), baptisé du nom du chahid Rabah Zeguelil, à la filière agricole ainsi que demandé par la wali de Skikda, Houria Meddahi, et ce compte tenu de la vocation agricole de la région.

Réalisé pour une enveloppe financière de 389 millions DA, ce centre réalisé sur un terrain de 3.400 m2 dispose d'une capacité d'accueil de 300 places, un internat et une cantine servant 120 plats, a-t-on expliqué sur site.

Dans la nouvelle ville Bouzaâroua, le ministre a inspecté le projet d'un institut national spécialisé de formation profession-

nelle (INSFP) en tourisme dont la réception est attendue en octobre prochain au regard du taux de 89 % d'avancement de ses travaux qui mobilisent 469 millions DA.

M. Merabi a également visité l'INSFP de Merdj Edhib de Skikda appelant à focaliser sur l'aspect pratique les formations dispensées aux bénéficiaires de l'allocation de chômage pour en favoriser l'emploi.

Le ministre a rappelé que son département accorde une grande importance pour la formation de la catégorie des personnes aux besoins spécifiques et leur habilitation à intégrer le monde de l'emploi, affirmant que la priorité leur est accordée lors des inscriptions en plus de leur dispense des tests et concours d'accès aux établissements de formation.

R.E.

Quotidien économique

Les Enjeux
Eco

Édité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihou
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
30, Rue Mehdi Ibn Toumert Bologhine
Ibn Ziri Alger

Siège de la rédaction
03, Rue Ali Boumendjel
Square Port Said, Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com
ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

PUBLICITÉ

Pour toute publicité, s'adresser à l'Agence Nationale de Communication d'Édition et de Publicité «ANEP» ALGER: PUBLICITÉ 1, avenue Pasteur
Tél. : (021) 73.76.78 - 73.71.28 - 73.30.43
Fax : (021) 73.95.59 (021) 73.99.19

DE GRANDES MARQUES VONT PRODUIRE EN ALGÉRIE Vers la relance du textile

Le complexe textile Tayal, situé dans la zone industrielle de Sidi Khettab (wilaya de Relizane), a réussi un grand coup en signant ce lundi à Alger, quatre contrats et mémorandums d'entente avec des représentants de marques internationales de vêtements en Algérie en vue de leur production localement.

Par Reda Hadi

L'industrie du cuir et du textile renaît de ses cendres. En effet la conclusion d'un tel contrat remet du baume au cœur. La cérémonie de signature s'est déroulée en marge de l'ouverture officielle du Salon national des produits textiles, de l'habillement et de la chaussure, organisé au Palais des expositions jusqu'au 19 avril, en présence du ministre du Commerce et de la Promotion des exportations. Dans le détail, les contrats et mémorandums d'entente ont été signés par le PDG de Tayal, Tarek Ekerbischer, avec le directeur général de la société MDS Textile, Mustapha Lia, la représentante du directeur général de Tex Word, Nesrine Amrane, le directeur général de la société Investex Algeria, Mohamed Reda Lia, et les représentants de la société Azadea Algeri, Badreddine Ali et Mohamed Daoudi. La signature de ces contrats et mémorandums est le signe évident de la reprise de ce secteur longtemps en berne. Des spécialistes de la question soulignent que les mesures prises par les pouvoirs publics commencent à porter leurs fruits et que nos exportations peuvent être hors hydrocarbures. Des économistes pensent que ces signatures sont de bons augures, mais ne signifient pas automatiquement une reprise évidente de ce secteur. S'il est patent que l'Algérien est fier de mode, cela va de pair avec l'exigence de qualité. Or, le marché al-

gérien est dominé par des marques connues et reconnues. L'ouverture du marché local, ne semble pas à priori un problème, il faudrait concrétiser ces contrats par des produits de qualité, pour supplanter celles qui ont déjà pignon sur rue. Des économistes pour leur part ont souligné l'importance de ces contrats, mais soulignent que pour que ces contrats soient rentables et pérennes dans l'industrie du textile, il y a une exigence qu'il faut remplir; à savoir une mise à niveau constante des collections tant pour le marché national que pour le marché international. Or hormis la qualité, les vêtements et les chaussures doivent répondre à des normes de mode. Ce qui inclue un bureau de design. A titre d'exemple, dans les rues d'Alger, le consommateur local a derechef demandé à ce que le produit corresponde à l'ère du temps et soit à la mode. Ce qui confirme l'essentialité d'un bureau de design qui soit au fait sinon à la mode de la mode. Du point de vue économie, il est avéré que ces contrats sont synonymes d'emplois et permettront la relance de l'économie locale. Reste cependant, un défi de taille, précisent les économistes, il s'agit de venir à bout des produits de mauvaise qualité de l'informel qui reste un concurrent redoutable vu les prix qu'il propose. S'agissant de la signature de ces contrats MDS Textile est le représentant des marques Undiz, Etam, Mango et Maison 123. La société Tex Word représente les marques Okaidi, Gift, Parfois et Devred 1902. Investex Algérie détient quant-à elle la franchise des marques Celio et Maison 123. Jennifer et LC Waikiki. Lors d'un point de presse, le ministre du Commerce et de la Promotion

des exportations a indiqué que ces marques internationales vont produire pour la première fois en Algérie. « Actuellement, 56 opérateurs économiques activent dans l'importation pour la revente en l'état des marques internationales. Nous avons convenu avec ces opérateurs qu'on se dirige vers la production de ces marques en Algérie », a-t-il dit, assurant que la matière première est disponible en Algérie et sera fournie par Tayal. Et de poursuivre : « cela va permettre de créer des postes d'emploi, de la valeur ajoutée, de la richesse et ça participera au transfert de technologie vers l'Algérie ». « Comme cela se fait dans les pays voisins, on est capable de produire ces marques en Algérie », a-t-il déclaré, estimant qu'il est possible d'étendre cette industrie à d'autres marques internationales afin de « réduire la facture d'importation » et de « consolider la production nationale ». « Beaucoup accusent l'Algérie d'être un pays fermé. Aujourd'hui il y a de grandes marques. Je remercie la société Tayal pour la matière première et les marques qui ont fait confiance au marché algérien pour produire en Algérie comme plateforme d'exportation vers les autres pays », a-t-il déclaré. En février dernier, Decathlon avait signé un protocole de coopération avec Tayal pour produire des articles de la marque en Algérie. Il faut se rappeler que le secteur du textile et du cuir a été longtemps au creux de la vague à cause de l'importation de produits chinois et de manque de matières premières. Un déclin qui a failli faire perdre à l'Algérie son savoir faire, par la disparition de tous les métiers qui ont fait la gloire de ce secteur.

LE MINISTRE DES AE S'ENTRETIENT AVEC SON HOMOLOGUE PORTUGAIS Alger et Lisbonne renforcent leur coopération

Le ministre des Affaires étrangères, Ahmed Attaf s'est entretenu hier mardi par téléphone avec son homologue portugais Joao Gomes Cravinho. Les deux diplomates se sont longuement entretenus sur les relations entre les deux pays, liés avec un traité d'amitié, de bon voisinage et de coopération depuis 2005, indique un communiqué du ministère. « Les deux parties ont également échangé sur les possibilités pour le renforcement des relations bilatérales entre l'Algérie et le Portugal et aussi pour approfondir le dialogue politique dans le cadre de la préparation des échéances futures, notamment la 6e réunion de haut niveau algéro-portugaise prévue à Alger et du forum d'affaires algéro-portugaises, qui sera organisé prochainement à Lisbonne », indique la même source. Un Forum ayant pour objectif de favoriser le rapprochement des investisseurs des deux pays et d'examiner les perspectives de coopération et de partenariat offertes, a indiqué, récemment à Alger, le directeur général de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), Omar Rekkache. Cette rencontre, à laquelle prendront part des opérateurs et responsables des deux pays, permettra de donner une impulsion à la coopération économique entre les deux pays, notamment en ce qui a trait à l'investissement, avait ajouté le même responsable à l'issue de sa rencontre avec le Secrétaire d'Etat portugais au Commerce international et aux investissements étrangers, Bernardino Ivo Cruz. « Nous avons informé le secrétaire d'Etat portugais de la grande évolution du climat d'affaires en Algérie, et lui avons affirmé que toutes les conditions étaient réunies pour accueillir les investissements directs portugais, en vue de les promouvoir au niveau des relations politiques entre les deux pays », avait déclaré Omar Rekkache. La rencontre a permis aux deux responsables de convenir de redynamiser le mémorandum d'entente signé en 2014 entre l'ex-Agence nationale de développement de l'investissement (ANDI) et l'Agence portugaise du commerce et de l'investissement, ainsi que le comité technique conjoint. Cette redynamisation sera suivie, selon le DG de l'AAPI, d'autres mesures pratiques à même d'augmenter le nombre d'investissements portugais en Algérie, et promouvoir la coopération et l'échange d'expériences entre les entreprises des deux pays. Selon Omar Rekkache, le nombre d'investissements du Portugal en Algérie avait atteint seulement huit projets jusqu'à 2022.

Agence

COMMERCE

Revoir la plateforme d'ALGEX dédiée aux importateurs

Le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Tayeb Zitouni a annoncé, lundi, à Alger le lancement par son département de la révision de la plateforme de l'Agence nationale de promotion du commerce extérieur (ALGEX) dédiée aux importateurs en vue de renforcer son efficacité dans la régulation des importations. M. Zitouni a indiqué, dans des déclarations à la presse en marge de l'ouverture officielle du Salon national des produits textiles, de l'habillement et de la chaussure, organisé au Palais des expositions jusqu'au 19 avril, que la révision de la plateforme vise à améliorer son fonctionnement, à remédier aux insuffisances enregistrées et à mieux organiser la filière de l'importation. La révision ne concernera pas le principe de son travail qui est la régulation des importations et la lutte contre les phénomènes négatifs enregistrés dans ce domaine à l'instar du transfert des devises et l'importation de marchandises qui ne respectent pas les traditions de la société algérienne.

Parmi les améliorations décidées dans ce sens, il a cité la numérisation de toutes les procédures du début jusqu'à la fin en vue de garantir la transparence et permettre aux importateurs de suivre leurs dossiers. Pour rappel, les opérateurs économiques activant dans le domaine de l'importation de matières premières, de produits et de marchandises destinées à la revente en l'état sont appelés à présenter leurs demandes au niveau d'ALGEX pour vérifier la disponibilité des produits et matières programmés à l'importation dans le marché national. Le document remis par les services d'ALGEX doit être joint au dossier de domiciliation bancaire pour finaliser les procédures d'importation. En réponse à une question sur les raisons de la hausse du prix de la banane, le ministre a précisé que le marché national enregistrait un manque de ce produit, estimant que « la solution consiste à augmenter les quotas d'importation pour couvrir le marché national ». Il a, à cet égard, souligné l'importance

des mesures prises récemment au profit des importateurs de bananes, étant donné que les prix de ce fruit sont « réglementés ». L'importation de bananes sera soumise à un nouveau cahier des charges, qui permettra de réduire leurs prix et d'assurer leur disponibilité. Le nouveau cahier des charges impose aux importateurs de « respecter un prix de référence » et de « passer progressivement à l'investissement dans la culture de la banane », a expliqué le ministre, qui a affirmé que le ministère de l'Agriculture s'était engagé à accompagner les investisseurs dans ce domaine. Concernant le foncier industriel, M. Zitouni a fait état de la disponibilité du foncier et de l'existence d'une « véritable volonté politique » d'organiser l'octroi des assiettes foncières aux véritables destinataires, mettant en garde contre le détournement de ces assiettes. « Tous les terrains ont été identifiés, et le foncier industriel ne manquera pas », a assuré le ministre.

R.E.

ENTRAINÉ PAR LE CONFLIT RUSSO-UKRAINIEN

« Le Dollar est en net déclin »

Plusieurs facteurs sonnent la fin de l'hégémonie du Dollar comme monnaie d'échange dans le commerce international, a estimé, ce mardi, Mahfoud Kaoubi, analyste spécialiste des questions géoéconomiques et financières.

Par R.E

Plusieurs facteurs sonnent la fin de l'hégémonie du Dollar comme monnaie d'échange dans le commerce international, a estimé, ce mardi, Mahfoud Kaoubi, analyste spécialiste des questions géoéconomiques et financières. Selon lui, « l'Europe et les Etats-Unis ont mal évalué les répercussions du conflit entre la Russie et l'Ukraine, et que cela entraînerait un mouvement de solidarité et de remise en cause de l'ordre économique et financier mondial. Ainsi, le Brics, qui était en situation de latence, a vu son rôle beaucoup plus manifeste depuis le début du conflit. »

« Le conflit russo-ukrainien accélère le processus de recomposition de la carte géostratégique mondiale », constate Mahfoud Kaoubi, dans l'émission l'Invité de la rédaction de la Chaîne 3 de la Radio Algérienne. Un processus enclenché, rappelle l'ex-

pert, à partir de l'année 2010 avec la guerre commerciale entre les Etats-Unis et la Chine. Mais aujourd'hui, le conflit entre la Russie et l'Ukraine enfonce le clou et plusieurs indicateurs montrent, selon l'expert, que l'on se dirige vers « le début du déclin du dollar comme monnaie de réserve mondiale, avec une recomposition de la carte économique et commerciale. »

L'analyste évoque une cascade de décisions qui convergent vers la fin de la suprématie du Dollar. « D'abord, l'annonce de la Russie d'opérer ses transactions commerciales en Yuan, non seulement avec la Chine mais aussi avec ses différents partenaires économiques. » Pour Mahfoud Kaoubi, considérant le poids de la Russie, notamment dans le domaine pétrolier et gazier, cette décision a eu des répercussions sur le plan économique.

« La Russie n'est pas la seule à prendre de telles décisions », rappelle l'expert, citant le cas de

l'Amérique latine : « le Brésil et l'Argentine ont eux aussi annoncé leur volonté de créer une monnaie commune régionale pour les transactions de commerce extérieur ».

Autre indicateur d'importance selon Mahfoud Kaoubi, « la décision de l'Arabie Saoudite de procéder à ses transactions commerciales avec la Chine en Yuan, et cela a déjà commencé ce mois-ci », précise-t-il, avant de citer encore le cas du Ghana qui a annoncé sa décision d'acheter son pétrole avec de l'Or, non pas en Dollar. « Toutes ces décisions annoncent un début du déclin du dollar comme monnaie de réserve », insiste le spécialiste.

Les pays du Brics représentent 45% du PIB mondial

« Les institutions monétaires héritées de la 2ème guerre mondiale ont mis en place un ordre financier et économique, imprégné d'une logique impérialiste et libérale, et consolidée

par la mondialisation, et qui se trouve aujourd'hui remis en cause, car le rapport de force sur le plan économique a changé, avec la Chine et les pays du Brics représentant la moitié de la population mondiale, près de 45% du PIB mondial et 35% du volume des transactions commerciales mondiales », explique Mahfoud Kaoubi.

Les institutions dites, de Bretton Woods, « devraient revoir leur charte et leurs instruments pour plaider en faveur d'un ordre économique davantage équilibré et juste, autrement, d'autres institutions viendront intervenir sur ce champs », prévient l'analyste, évoquant « des institutions que le Brics mettra en œuvre à l'avenir ». Il relève que « la Banque de développement des pays du Brics commence déjà à avoir beaucoup plus de présence dans le monde du financement », ce qui augure, selon lui, de l'arrivée prochaine de nouveaux instruments, y compris sur le plan politique.

LUTTE CONTRE LE TRANSFERT ILLICITE DE DEVISES

Saisie de 196.740 euros durant le premier trimestre 2023

Grâce à la coordination opérationnelle entre les services de police et de douanes, et dans le cadre de la lutte contre les crimes transfrontaliers, consistant en le transfert illicite de devises, la police algérienne des frontières (PAF), a eu à traiter une vingtaine d'affaires liées à ces crimes économiques durant le premier trimestre de cette année en cours. C'est ce qu'indique ce mardi un communiqué de la DGSN. Celui-ci fait également état de l'arrestation de 21 suspects, ainsi que de la saisie de pas moins de 196.740 euros. Il est également fait état de la saisie de 300.000 rials saoudiens, 43.600 dinars tunisiens, ainsi que 619,04 grammes d'or.

//////////

Travaux de raccordement au gaz de la centrale électrique d'Illizi : un taux d'avancement de 50% Les travaux de raccordement au gaz naturel du poste de production d'électricité (poste modulaire) situé à Illizi avancent à un bon rythme grâce aux efforts concertés des équipes travaux de Sonelgaz-Transport de gaz afin de respecter les délais de livraison du projet, indique ce mardi le groupe dans un communiqué publié sur sa page Facebook.

Le taux d'avancement des travaux de raccordement au gaz naturel a atteint 50%, malgré la topographie difficile de la région et les rudes conditions climatiques auxquelles sont confrontées les équipes travaux de Sonelgaz-Transport de gaz, notamment en ce mois sacré.

CROISSANCE MONDIALE POUR 2023

Le FMI abaisse sa prévision à 2,8%

L'institution a revu ses prévisions légèrement à la baisse pour l'an prochain en France. De son côté, la Russie évite toujours la récession, mais la Chine devrait voir son activité ralentir.

Le Fonds monétaire international (FMI) a légèrement révisé à la baisse sa prévision de croissance pour 2023 mais s'attend à ce que les principales régions économiques évitent la récession, selon les données publiées mardi à l'occasion de ses réunions de printemps. L'institution anticipe désormais une croissance mondiale de 2,8% en 2023, en léger recul par rapport à son estimation précédente en janvier (-0,1 point de pourcentage). « Nous sommes face à une économie qui continue de récupérer des différents chocs de ces dernières années, en particulier bien entendu la pandémie mais également l'invasion russe de l'Ukraine. Et nous observons une reprise graduelle », a expliqué le chef-économiste du FMI, Pierre-Olivier

Gourinchas, lors d'une conférence de presse. La situation aurait toutefois pu être plus sombre sans les effets de la réouverture en Chine et l'accélération de la croissance indienne qui « contribueront pour moitié à la croissance mondiale en 2023 », avait souligné jeudi la directrice générale du Fonds, Kristalina Georgieva, lors d'un entretien avec l'AFP.

Pour la plupart des pays, un retour à la normale n'est pas encore en vue. En cause notamment, l'inflation, qui devrait rester importante en 2023, autour de 7% au niveau mondial, mais surtout parce que l'inflation sous-jacente - hors prix des aliments et de l'énergie, par nature plus fluctuants - reste mal orientée. À cela viennent s'ajouter les soubresauts récents du secteur financier, en particulier aux États-Unis, après la faillite de trois banques régionales, et en Suisse, avec le rachat précipité de Credit Suisse par son concurrent UBS, sur fond de hausse des taux par les banques centrales,

précisément pour lutter contre l'inflation. « Les risques ont, de nouveau, pesé lourdement à la baisse sur la croissance et en grande partie du fait des turbulences financières des dernières semaines », a souligné Pierre-Olivier Gourinchas.

Malgré tout, le FMI révisé à la hausse ses prévisions de croissance pour les États-Unis en 2023, à 1,6% (+0,2 point), ainsi qu'en 2024, à 1,1% (+0,1 point). Elles restent inchangées pour la France concernant 2023, à 0,7%, mais sont en léger recul pour 2024, à 1,3% (-0,3 point). La zone euro pourrait faire mieux qu'initialement anticipé (+0,1 point) en 2023, à 0,8%, sous l'effet d'une croissance qui s'annonce plus élevée en Espagne et en Italie. Elles s'améliorent aussi au Royaume-Uni, qui devrait cependant terminer l'année en récession, comme attendu depuis octobre dernier, mais à un niveau moindre que prévu: -0,3% alors que le FMI prévoyait encore -0,6% en janvier.

Agence

EXPLOITATION DE LA MINE DE ZINC ET DE PLOMB DE BEJAÏA

Vers la création de 700 emplois

Le wali de Béjaïa a présidé une réunion de coordination en présence du chef de projet et des cadres concernés, dans le cadre du projet de suivi de l'exploitation de la mine de zinc et de plomb, située entre les communes d'Amizour et Tala Hamza.

Il a souligné l'importance du projet, qui permettra de réduire la facture des importations, afin de répondre aux besoins nationaux et d'augmenter les revenus en devises fortes, en exportant la production excédentaire, lit-on dans un communiqué sur la page officielle de la wilaya de Béjaïa. L'exploitation de cette mine, ajoute la même source, consti-

tuera une opportunité pour les titulaires de diplômes universitaires et des centres de formation professionnelle, en créant environ 700 emplois directs sans compter son impact positif sur le développement économique de la région. Le directeur général du Western Mediterranean Zinc (WMZ), détenteur du permis d'exploitation et le wali, a fait part de sa satisfaction quant à toutes les facilités qui lui ont été fournies au niveau des différentes directions, où de nombreux problèmes et obstacles ont été résolus.

R.E.

DE NOUVELLES DÉCOUVERTES RÉALISÉES PAR LA SONATRACH

L'Algérie augmente ses réserves hydrocarbures

L'Algérie a réussi, durant ces trois dernières années, à l'augmentation de ses réserves d'hydrocarbures. Plusieurs découvertes ont été réalisées par le groupe Sonatrach durant cette période. Depuis le début de l'année en cours, le groupe pétro-gazier a intensifié ses investissements dans la recherche et l'exploration.

Par Sirine R

D'ailleurs, durant le premier trimestre de 2023, six (6) nouvelles découvertes de pétrole et de gaz ont été réalisées, en effort pro-

Ainsi, deux découvertes d'huile et de gaz ont été réalisées dans le bassin d'Amguid Messaoud, lors du forage des puits BRM-1 et BMD-1 avec des débits de 5 699 barils/jour d'huile et 170 461 m³/jour de gaz enregistrés dans le premier puits et des débits de 4 856 barils/jour d'huile et de 255 912 m³/jour de gaz dans le deuxième.

Ces résultats confirment l'important potentiel en huile et gaz que recèle la région de Touggourt, située à l'est du gisement de Hassi Messaoud, indique la Sonatrach dans un communiqué. Aussi, deux puits forés dans le bassin de Berkine ont fait l'objet de découvertes d'huile et de gaz à condensat. Le premier, dénommé HAM-1bis, a produit 129 048 m³/jour de gaz et 239 barils/jour de condensat, à partir d'un réservoir et 1 905 barils/jour d'huile et 137 484 m³/jour de gaz, à partir d'un deuxième réservoir.

Le deuxième puits, dénommé SAISW-1, a produit avec des débits de 3 117 barils/jour d'huile et de 219 336 m³/jour de gaz. Par ailleurs, une découverte de gaz à condensat, a été réalisée dans la région d'Ohanet du bassin d'Illizi, lors du forage du puits KARS-3, où des débits de 336 930 m³/jour

de gaz et de 1 504 barils/jour de condensat ont été enregistrés.

Enfin, une découverte d'huile et de gaz a été réalisée dans le bassin d'Oued Mya, au Sud-Est du champ de Hassi R'mel, lors du forage du puits LGL-2, où des débits de 453 barils/jour d'huile et 168 312 m³/jour de gaz ont été enregistrés.

En somme, ces découvertes, illustrent la pertinence des efforts consentis par SONATRACH en matière d'exploration et de renouvellement des réserves d'hydrocarbures et démontrent l'attractivité du domaine minier en Algérie. C'est un message direct pour nos partenaires notamment européens à venir investir dans notre pays en partenariat gagnant-gagnant.

Début janvier, Sonatrach avait annoncé vouloir investir 40 milliards de dollars entre 2022 et 2026 dans l'exploration, la production et le raffinage de pétrole ainsi que la prospection et l'extraction de gaz. Ses recettes ont augmenté de 70% en 2021 grâce à une hausse de 19% de ses exportations d'hydrocarbures, avait précisé en janvier son PDG, Toufik Hakkar.

L'Algérie, dont les réserves prouvées de gaz naturel s'élèvent à près de 2.400 milliards de m³, fournit environ 11% du gaz consommé en Europe, contre 47% pour la Russie. Il est le premier exportateur africain de gaz naturel et le 7^e mondial. Plusieurs pays européens cherchant à réduire leur dépendance aux livraisons russes depuis l'invasion de l'Ukraine se sont tournés vers l'Algérie

comme source alternative. Lors du sommet algéro-italien tenu le 18 juillet, l'Algérie a annoncé une augmentation de ses livraisons de gaz à l'Italie, dont elle est devenue le premier fournisseur, devant la Russie.

Le groupe public Sonatrach a réalisé de grandes performances en 2022, rappelle-t-on. La production primaire d'hydrocarbures a enregistré une augmentation de 2% en passant de 185,2 millions TEP en 2021 à 189,9 millions TEP en 2022. Un chiffre en constante augmentation durant ces dernières années. Cette production a permis à la Sonatrach d'augmenter ses exportations à 60 milliards de dollars durant l'année 2022 et l'investissement de 5,5 milliards de dollars.

Pour arriver à ce résultat et renforcer sa position sur le marché mondial de Gas and Oil, Sonatrach s'est tournée vers la recherche qui s'est soldée par 15 découvertes enregistrées durant l'année écoulée, dont 3 en partenariat.

Le groupe Sonatrach a fait savoir également dans son bilan de 2022, posté sur son site officiel, qu'il procédera à la signature dans le cadre de la loi 19-13 de 2019 sur les hydrocarbures, de trois (03) contrats de partage de production, le premier avec ENI, le deuxième avec SINOPEC et le dernier avec le consortium Occidental Petroleum Corporation, ENI et TotalEnergies.

PROGRAMME NATIONAL D'IRRIGATION COMPLÉMENTAIRE DES CÉRÉALES

Remettre les pendules à l'heure

Dans un passé pas très lointain, les scandales de corruption étaient ramassés à la pelle. Cette période de malversations diverses, de fuite des capitaux, de trafics en tous genres et de collusion de l'oligarchie pétricière avec certains hauts responsables, est désormais révolue.

Dans cette Algérie d'après-Hirak, les affaires de corruption ne sont plus monnaie courante, et cela, depuis l'année 2020. Il y a évidemment quelques affaires ici et là sans, toutefois, atteindre un niveau inquiétant. Même si l'Algérie n'a pas totalement extirpé la corruption, le phénomène est vraiment infinitésimal. Il y a une diminution très nette de la corrup-

tion.

Dans un souci de protéger les cadres de la Nation, le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a pris une batterie de décisions pour "dépénaliser" les erreurs de gestion. En revanche, il n'y aura aucune circonstance atténuante à un responsable qui s'en met plein les poches dans l'exercice de ses fonctions. C'est le cas, hélas, de l'ex-ministre de la PME-PMI, Nassim Diafat, qui a usé et abusé de ses fonctions. Il est aujourd'hui entre les mains de la justice. L'épisode Diafat est la preuve de la fin de l'impunité. La gangrène est traitée immédiatement, elle ne doit pas se généraliser

comme par le passé.

L'affaire de la mise sous mandat de dépôt de l'ex-ministre Diafat a été une "aubaine" aux forces d'inertie qui ont investi la toile pour propager des fake-news dans un double objectif de montrer à l'opinion nationale et internationale qu'il y aurait quelque chose de pourrie dans la nouvelle Algérie. L'autre objectif de ces chapelles est de déstabiliser les cadres en créant un climat de peur et de suspicion.

Que les uns et les autres se rassurent, il n'y a ni règlement de comptes, ni chasse aux sorcières, encore moins l'existence d'une liste de cadres en poste ou sans qui seraient "sous

contrôle judiciaire".

Ceux qui rapportent ces fausses informations mettent le doigt dans une prise électrique. Car la réalité est tout autre. Sur des dizaines de milliers de cadres et de chefs d'entreprises que compte le pays, il n'y a que quelques dizaines qui sont sous les verrous pour des affaires de corruption. Alors de grâce, laissons les cadres et les chefs d'entreprises contribuer activement à transformer l'Algérie. Il est vraiment inutile de se perdre dans la dédale des arrières pensées des partisans du statu-quo.

APS

PÉTROLE

Le prix du baril en hausse

Les prix du pétrole évoluaient en petite hausse, toujours à des niveaux élevés après l'annonce de coupes de production de certains pays membres de l'Opep+ la semaine dernière, mais perdaient toutefois leur élan, les craintes de récession refaisant surface.

Vers 09H20 GMT (11H20 HEC), le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en juin prenait 0,69% à 84,76 dollars.

Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison en mai, gagnait 0,79% à 80,37 dollars.

Le marché du pétrole n'a pas connu de "fluctuations notables" pendant le week-end de Pâques, affirment les analystes d'Energi Danmark, restant en petite hausse.

"Les prix restent fermement au-dessus de 80 dollars le baril à la suite de l'annonce surprise de l'Opep+ (l'Organisation des pays exportateurs de pétrole) le 2 avril de réduire davantage la production jusqu'à la fin de l'année 2023", soulignent les analystes de CBA. Les réductions de production de huit membres du groupe avec celles annoncées par la Russie devraient priver le marché d'environ 1,6 million de barils de brut par jour dès mai, et jusqu'à la fin de l'année 2023. La nouvelle a provoqué un bond de 5 dollars par baril des deux références mondiales du brut.

Les prix du pétrole évoluaient en petite hausse, toujours à des niveaux élevés après l'annonce de coupes de production de certains pays membres de l'Opep+ la semaine dernière, mais perdaient toutefois leur élan, les craintes de récession refaisant surface.

Vers 09H20 GMT (11H20 HEC), le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en juin prenait 0,69% à 84,76 dollars.

Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison en mai, gagnait 0,79% à 80,37 dollars. Le marché du pétrole n'a pas connu de "fluctuations notables" pen-

dant le week-end de Pâques, affirment les analystes d'Energi Danmark, restant en petite hausse.

"Les prix restent fermement au-dessus de 80 dollars le baril à la suite de l'annonce surprise de l'Opep+ (l'Organisation des pays exportateurs de pétrole) le 2 avril de réduire davantage la production jusqu'à la fin de l'année 2023", soulignent les analystes de CBA. Les réductions de production de huit membres du groupe avec celles annoncées par la Russie devraient priver le marché d'environ 1,6 million de barils de brut par jour dès mai, et jusqu'à la fin de l'année 2023. La nouvelle a provoqué un bond de 5 dollars par baril des deux références mondiales du brut.

Si ces coupes devraient resserrer considérablement le marché pétrolier, les cours ont perdu leur élan, car une hausse des prix du pétrole signifie une potentielle accélération de "la hausse des prix à la consommation (...) au moment où l'inflation semblait flancher", avance Tamas Varga, de PVM Energy.

L'analyste prévoit ainsi "une hausse prolongée et plus forte des taux d'intérêt" des principales banques centrales.

"En d'autres termes, les risques de récession ont augmenté", résume-t-il, compensant en partie l'effet haussier des coupes de production.

Les investisseurs ont également les yeux tournés vers l'état des réserves commerciales de brut aux Etats-Unis, et attendent la publication de l'état des stocks par l'Agence américaine d'information sur l'énergie (EIA) pour la semaine achevée le 7 avril.

"On s'attend à ce que les données de cette semaine sur les niveaux des stocks américains montrent une baisse dans le pays le plus gros consommateur du monde", affirment les analyses d'Energi Danmark.

FORMATION PROFESSIONNELLE

Révision du volume horaire, suppression et ajouts de spécialités

Le ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Yacine Merabi a réaffirmé mardi à Jijel, la nécessité de revoir le volume horaire de certaines spécialités pour attirer le maximum de stagiaires, de supprimer certaines autres et de les remplacer par des spécialités plus demandées sur le marché du travail. M. Merabi qui a suivi un exposé sur la formation professionnelle dans la wilaya de Jijel, présentée au Centre de la formation professionnelle Chahid Boulhart-Salah au centre-ville de Jijel, dans le cadre de sa visite dans la wilaya, a souligné qu'"il est temps de revoir le volume horaire dispensé dans l'enseignement de certaines spécialités, de réduire la durée de la formation pour attirer le maximum de stagiaires, et de supprimer certaines autres pour les remplacer par des spécialités plus importantes".

Il a ajouté qu'"il n'est pas raisonnable de garder des volumes horaires aussi long dans certaines filières", citant, à titre d'exemple, la filière apiculture qui "n'exige pas trois mois de formation comme c'est le cas présentement, 15 jours suffisent pour cette formation et c'est le cas pour d'autres spécialités". Le ministre a estimé que cette durée prolongée de ces formations a poussé certains stagiaires à ne pas s'y présenter, pour préférer la formation dans les établissements privés.

Il a affirmé que les démarches se poursuivent pour supprimer plusieurs spécialités et les remplacer par celles qui sont demandées sur le marché du travail, en particulier les formations qui touchent à l'agriculture, la sécurité hydrique, la numérisation et autres spécialités qui vont dans le sens de l'économie. Il a en outre considéré que ce secteur dans la wilaya de Jijel a besoin d'être renforcé par l'ouverture de nouveaux centres et instituts.

Le ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels poursuivra sa visite dans la wilaya de Jijel, où il présidera une cérémonie de signature de plusieurs conventions avec la société algéro-qatarie de sidérurgie, l'établissement portuaire de Djendjen, ainsi que la visite de plusieurs établissements de la formation professionnelle dans la wilaya.

RE

AIN TËMOUCHENT

Plus de 90 projets de développement concrétisés dans les zones d'ombres de la daïra d'Ain Larbâa

Pas moins de 94 projets de développement ont été concrétisés dans les zones d'ombre de la daïra d'Ain Larbâa (Ain Témouchent), a indiqué jeudi le wali M'hamed Moumen. Présidant les travaux du conseil exécutif de la wilaya élargi consacré au développement dans cette daïra, M. Moumen a souligné que dans le cadre de la prise en charge des besoins des zones d'ombre, 94 actions de développement ont été achevées dans 43 zones d'ombre des communes de la daïra.

"Le total des affectations financières consacrées à la réalisation de ces projets s'est élevé à 993 millions DA, ce qui a permis la concrétisation d'opérations d'aménagement pour l'amélioration du cadre de vie dans ces zones, situées dans les communes de Tamazouza, Sidi Boumediene, Oued Essabah et Ain Larbâa", a précisé le chef de l'exécutif d'Ain Témouchent. Ces quatre communes ont également bénéficié, au cours des deux dernières années, de 2.383 aides à l'habitat rural ayant permis la réalisation de 2.087 habitations et 69 autres de même pour mule sont en cours d'exécution. Il est prévu le lancement, prochainement, des travaux de réalisation de 227 autres habitations rurales inscrites dans le même quota, a souligné le wali d'Ain Témouchent. La daïra d'Ain Larbâa a enregistré, ces dernières années, la concrétisation de 630 projets d'investissement au titre du dispositif de l'Agence nationale d'appui et développement de l'entrepreneuriat (ANADE), de 254 autres au titre de la Caisse nationale d'assurance chômage (CNAC) et de 311 dans le cadre de l'Agence nationale de gestion du micro-crédit (ANGEM).

SAÏDA

Ouverture de deux piscines semi-olympiques

La wilaya de Saïda s'est dotée de deux piscines semi-olympiques, au grand bonheur des citoyens et différentes associations sportives, a-t-on appris auprès des services de la wilaya. La même source a indiqué que le wali de Saïda, Ahmed Boudouh a présidé, jeudi dernier, la cérémonie de mise en service de ces deux installations sportives au niveau des communes de Youb et de Saïda, après l'achèvement des travaux liés à leur réalisation et équipement. Une enveloppe financière globale estimée à plus de 460 millions DA a été allouée, dans le cadre de la Caisse de solidarité et de garantie des collectivités locales et du budget de wilaya, pour la réalisation de ces piscines semi-olympiques, selon la même source. Ces deux nouvelles infrastructures sportives dont la gestion est assurée par la direction de la jeunesse et des sports, permettront à de nombreux clubs et associations sportives de suivre leurs activités dans l'enseignement et la pratique de la natation, ainsi que la préparation des sportifs à différentes manifestations et compétitions locales et nationales, ont souligné les services de la wilaya. Elles seront ouvertes également aux élèves et stagiaires des centres de formation professionnelle à titre gratuit suivant un emploi du temps à raison de deux fois par semaine, a-t-on indiqué.

RAMADHAN/ORAN

Engouement pour les légumes frais et bio de Kristel

Les parcelles maraîchères du village de Kristel, situé à Gdyl, à 34 km d'Oran, offrent des produits agricoles frais, tout au long de l'année, dont raffolent les Oranais notamment en cette période de Ramadhan.

Ces parcelles, suspendues sur des falaises donnant sur la mer, offrent une vue imprenable aux habitants des quatre coins d'Oran, qui viennent se balader et faire les emplettes en produits agricoles frais et bio, notamment les légumes qui sont vendus directement au consommateur à des prix défiant toute concurrence.

Ces parcelles, connues sous le nom "des jardins de Kristel", approvisionnent le marché du village "El Ançor" en grandes quantités de produits agricoles d'une haute qualité, irrigués avec de l'eau douce. Il s'agit de produits bio, cultivés sans engrais ni pesticides, et vendus par les paysans eux-mêmes à des prix compétitifs. Chaque matin, les paysans se rendent au marché du village, situé près d'une source d'eau "Ain El Ançor", chargés de légumes, qu'ils proposent à la vente après leur nettoyage à l'eau de cette source.

Les propriétaires de ces parcelles ont réussi avec le temps à créer leur propre système durable et efficace pour commercialiser leurs produits, directement aux consommateurs.

"L'engouement sur nos produits nous encourage à produire encore plus", se réjouit le représentant des agriculteurs à Gdyl, Benatig Mohamed.

Ces parcelles constituent une source de revenus non négligeable et pour un bon nombre de familles à Kristel. Le marché d'Ain El Ançor est le seul canal pour écouler leurs produits, indique Mimoune Miloud, un des agriculteurs de la région, qui a hérité sa parcelle de ses aïeux.

"Ici, les prix sont vraiment compétitifs", dit-il, soulignant que le prix d'un bouquet de laitue frisée pesant plus d'un kg se vend à 50 DA, alors qu'elle est cédée ailleurs à 150 DA/Kg.

Le consommateur peut trouver, dans le marché d'Ain El Ançor, qui a fait partie de l'histoire de la région, tout ce qu'il faut pour préparer sa H'ira et d'autres plats connus à Oran, avec des légumes sains et bio, disponibles en grandes quantités. Une culture à la traditionnelle

Les parcelles maraîchères de Kristel, avec leurs terres fertiles et un climat idéal, sont réputées pour certains types de légumes, considérés comme "une marque de la région", à l'instar des radis, des poireaux, des navets rouges, de la laitue frisée, en hiver, et les haricots verts, en été.

Ces récoltes sont cultivées sur une superficie globale estimée à 46 hectares, indique le délégué agricole à la division locale du secteur, Omar Berkou, soulignant qu'il s'agit de petits champs familiaux, cultivés de manière traditionnelle.

"Les agriculteurs utilisent des équipements très basiques pour la culture de leurs champs, la récolte, le transport et la commercialisation de leurs produits", explique M. Berkou.

C'est la source d'El Ançor, qui constitue une partie importante de la vie des agriculteurs du village de Kristel, qui irrigue ces superficies agricoles variant entre 300 et 1.000 m², possédés par 11 familles connues dans la région depuis des générations.

Ce sont ces familles qui sont à l'origine du lancement de l'activité agricole dans la région et la mise en place d'un système d'irrigation, basé sur un rationnement équitable, qui profite à tous les agriculteurs, de jour, et de nuit si nécessaire. Le responsable du bureau irrigation à la Direction des services agricoles de la wilaya d'Oran, Mohamed Hammadi, note que "La source d'El Ançor, dont le débit est estimé à 9 litres par seconde, suffit pour irriguer tous les champs agricoles du vil-

lage".

S'agissant du système d'irrigation, il explique que l'eau court dans des canaux ouverts, creusés sur la surface du terrain. Il s'agit d'un système très ancien semblable à celui des Foggara dans le Sud du pays a-t-il ajouté.

Ce système d'irrigation reflète la solidarité et l'entraide entre la population de la région qui veillent sur cet héritage hydrique et sur sa pérennité, estime Bouabdellah Kissari, un septuagénaire, agriculteur depuis son enfance.

Les parcelles maraîchères, harmonieusement agencées, accrochées entre monts et mer, offrent l'image de jardins suspendus qui plait aux visiteurs, amateurs de la nature notamment.

Cette zone de plus en plus populaire, a, toutefois, besoin d'un appui, surtout en ce qui concerne la disponibilité des semences, selon le représentant des agriculteurs à Gdyl, Mohamed Benatig.

Dans ce cadre, la section agricole de Gdyl avait émis une proposition pour la protection des maraîchers qui représentent une richesse pour la région de Kristel.

Ils doivent être intégrés au schéma directeur de l'aménagement urbain, dans le but de les protéger, préconise le responsable de cette section, Niar Fouzi, qui a insisté sur l'importance de promulguer des lois qui les protégeront de manière définitive.

Les maraîchers de Kristel détiennent un potentiel confirmé pour devenir des "fermes touristiques", susceptibles de faire partie des circuits touristiques et des visites des jeunes dans le cadre du "tourisme solidaire écologique", selon le président de l'association de jeunes pour l'échange touristique d'Oran, Rachid Herkous.

SÉTIF

265 poches de sang collectées pour les hôpitaux

Un total de 265 poches de sang a été collecté au profit des hôpitaux de la wilaya de Sétif au cours de l'opération de solidarité initiée à l'occasion du mois de Ramadhan par la direction locale des affaires religieuses et des wakfs, a appris dimanche l'APS auprès du directeur du secteur.

L'opération qui a touché les mosquées des grandes agglomérations urbaines des communes de Sétif, Bougaâ et d'Ain Arnat a enregistré un grand engouement des donateurs de sang dès son lancement avec le début du Ramadhan, a déclaré Salim Larkam. L'initiative qui mobilise des véhicules équipés de collecte du sang en coordination avec le centre de transfusion sanguine du CHU Mohamed Abdennour Saâdna commence quotidiennement peu avant la prière de l'Ichaâ et se prolonge après la fin des prières des Tarawih, a-t-il dit, assurant que cette opération de solidarité se poursuivra jusqu'à la fin du mois de Ramadhan. L'objectif est d'anticiper d'éventuel manque de sang, de sensibiliser les citoyens au nécessaire don régulier

de sang pour sauver des vies, d'attirer de nouveaux donateurs et de consacrer la culture de solidarité, selon le même responsable. Le sang collecté a été envoyé vers la banque de sang de la wilaya et les hôpitaux qui en ont besoin, a indiqué la même source qui a salué le rôle du conseil « Souboul El Kheirat » qui a initié l'opération en concertation avec la direction de wilaya de la santé. Les imams ont été impliqués dans la sensibilisation à l'importance du don

de sang pour sauver des vies d'autres personnes en danger, a-t-on fait savoir. Un vaste programme de solidarité a été conçu par la direction locale des affaires religieuses et des wakfs à l'occasion du Ramadhan incluant la distribution de colis alimentaires aux nécessiteux et des visites aux malades hospitalisés et pensionnaires des foyers pour personnes âgées et des centres de l'enfance assistée, a-t-on ajouté.

TIARET

Douze projets de développement retenus pour la daïra de Meghila

Les communes de la daïra de Meghila (wilaya de Tiaret) ont bénéficié d'une enveloppe financière de 206 millions DA pour la concrétisation de 12 opérations de développement, a-t-on appris dimanche du chef de daïra, Amed Ouissi.

Les projets dont ont bénéficié les communes de Meghila, Sidi El Hosni et Sebti dans le cadre du programme du Plan de développement communal (PCD) pour l'exercice en cours ont un impact direct sur le cadre de vie des citoyens, notamment ceux qui vivent dans les zones rurales reculées, à travers l'alimentation en eau potable, l'approvisionnement en gaz et le revêtement des routes.

Une enveloppe de 85 millions DA a été allouée à la commune de Meghila pour la réalisation de quatre opérations liées au revêtement de la route menant au douar "El-Kettar" sur une distance de 6 km, à la reconversion d'une structure en un poste avancé de la protection civile, à la rénovation du réseau d'assainissement à l'entrée de la ville et à la réfection de l'école "Aouari Ahmed". Pour sa part, la commune de Sidi El-Hosni a bénéficié de cinq opérations dotées d'une enveloppe de 58 millions DA, dont deux portant sur l'approvisionnement en eau potable des centres ruraux "Ain Saïd", "Ain Farid" et "Brarik" au profit de 400 habitants, ainsi que la réhabilitation de la route menant au douar "Kheddad Sidi Abdelkader", ainsi que la réalisation d'un stade de proximité et l'entretien de l'école "Missioum Mohamed".

EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE

Les opérateurs télécoms devraient investir 15 milliards \$ dans les réseaux 5G d'ici 2025

Alors que la 5G est adaptée à de nouveaux usages émergents, McKinsey recommande aux opérateurs de s'aventurer au-delà de leur business model classique pour proposer des solutions de bout en bout basées sur des innovations de rupture comme la réalité virtuelle, l'Internet des objets ou encore la Computer Vision.

Alors que la 5G est adaptée à de nouveaux usages émergents, McKinsey recommande aux opérateurs de s'aventurer au-delà de leur business model classique pour proposer des solutions de bout en bout basées sur des innovations de rupture comme la réalité virtuelle, l'Internet des objets ou encore la Computer Vision.

Les opérateurs télécoms actifs en Afrique subsaharienne devraient investir 15 milliards de dollars dans le déploiement des réseaux de cinquième génération (5G) d'ici 2025, selon un rapport publié en février dernier par le cabinet de conseil McKinsey & Company.

A l'échelle mondiale, les investissements dans les technologies 5G pourraient dépasser les 600 milliards de dollars au cours des trois prochaines années.

La majeure partie de ces investissements sera réalisée dans la région Asie-pacifique (230 milliards de dollars), en Amérique du Nord (200 milliards) et en Europe (115 milliards).

Les opérateurs actifs en Amérique latine devraient investir quelque 45 milliards de dollars dans la 5G alors que ceux implantés dans la région Moyen-Orient Afrique du Nord (MENA) devraient dépenser 30 milliards de dollars.

Bien que le rythme de déploiement de la 5G diffère entre les régions du monde, le rapport souligne que les opérateurs télécoms sont globalement enthousiastes quant au potentiel de cette nouvelle génération de réseaux de télécommunications. D'autant plus que cette technologie permet des vitesses de connexion plus rapides, une plus grande capacité et une très faible latence (délai écoulé entre le moment où l'information est envoyée et le moment où l'appareil la reçoit). Aussi, de nouveaux usages auront un impact positif

sur de nombreux secteurs d'activité économique.

McKinsey estime cependant que les opérateurs télécoms ne récupéreront qu'une fraction de leurs investissements colossaux s'ils poursuivent leur approche actuelle en matière de monétisation de la 5G. Le cabinet propose dans ce cadre trois business models capables de créer plus de valeur pour les opérateurs.

Accès sans fil fixe

Baptisé « connectivité de base », le premier modèle permet aux opérateurs de télécommunications de vendre l'accès à la 5G aux consommateurs de téléphonie mobile, et de lancer de nouveaux produits compatibles avec cette technologie, dont le plus prometteur est l'accès sans fil fixe (FWA). Cela permettra d'améliorer la connectivité des foyers et des entreprises et d'augmenter l'inclusion numérique. La création de valeur dans le cadre de ce modèle variera en fonction des régions, de la structure du marché et de l'intensité de la concurrence, mais les opérateurs peuvent globalement aspirer à une augmentation de trois points de pourcentage de leur chiffre d'affaires des services sans fil et engranger, par conséquent, des bénéfices allant de 10 à 20 milliards de dollars d'ici 2028.

Des solutions de bout en bout

Le deuxième business model dit « connectivité premium » se base sur l'offre d'une expérience réseau de meilleure qualité, plus fiable et adaptée aux besoins spécifiques des utilisateurs finaux. Dans cette optique, les opérateurs pourraient s'appuyer sur les réseaux mobiles privés destinés aux entreprises en développant un solide écosystème de partenaires. Ils pourraient ainsi s'appuyer sur des partenariats avec d'autres acteurs actifs dans le domaine de l'Edge Computing (informatique en périphérie de réseau), une méthode de traitement de données qui évite le passage par un Data center distant pour réduire la latence du traite-

ment de l'information, ou encore dans le segment de la Computer Vision (Vision par ordinateur), une technique d'intelligence artificielle permettant de reconnaître une image, de la comprendre et de traiter les informations qui en découlent. Ainsi, une entreprise peut par exemple être en mesure d'utiliser une solution de Computer Vision sur un réseau privé pour gérer les stocks dans ses entrepôts.

Dans le cadre de ce business model, la valeur économique est principalement dérivée des relations inter-entreprises (B2B), le rôle des opérateurs télécoms passant fondamentalement de la vente de connectivité pure à la vente de solutions personnalisées. Ce business model permettrait d'augmenter le chiffre d'affaires des services sans fil de cinq points de pourcentage, et de créer ainsi une valeur allant de 30 à 50 milliards de dollars d'ici 2028.

Des innovations de rupture

Le troisième business model concerne le développement par les opérateurs eux-mêmes de plateformes et de solutions finales qui prennent en charge une large gamme de cas d'utilisation et s'appuient sur des innovations de rupture comme la réalité augmentée, la réalité virtuelle, l'Internet des objets (IoT) ou encore de la Computer Vision. Des applications de ces technologies sont possibles dans plusieurs domaines tels que la gestion du trafic automobile, la gestion des déchets, la vidéosurveillance, les véhicules autonomes, l'automatisation de l'industrie et la télémedecine.

Dans le cadre de ce business model que McKinsey considère comme étant le plus lucratif, les opérateurs télécoms doivent se positionner en tant que fournisseurs de solutions de bout en bout (end-to-end), accepter de s'éloigner de leur cœur de métier et développer de nouvelles capacités afin de créer une valeur qui pourrait facilement dépasser les 100 milliards de dollars d'ici 2028.

Source : Ecofin

MAURITANIE

Le Premier ministre préside une réunion du comité ministériel chargé du suivi de l'état de la zone franche de Nouadhibou

Le Premier ministre, M. Mohamed Ould Bilal Messoud, a présidé à la Primature, une réunion du Comité ministériel chargé du suivi des projets et de l'état des lieux de la zone franche de Nouadhibou. Au cours de la réunion, des projets structurants à l'étude ont été présentés et un rapport a été discuté qui comprenait les principales caractéristiques du processus de restructuration et de réforme de la Zone franche de Nouadhibou du point de vue juridique et institutionnel, afin de mener à bien sa mission fondamentale d'attrait des investissements, de création de richesse et d'emplois au profit de nos concitoyens. Il s'agit, en somme, de stimuler la compétitivité de notre économie nationale.

En conclusion, le comité a approuvé ces projets pour peu qu'ils soient compatibles avec les stratégies nationales et sectorielles. Le président de la zone franche a également été chargé de rechercher des fonds pour ces projets. Un comité technique a été chargé de préparer et d'étudier les modalités pratiques que requiert le plan d'action pour la restructuration de la zone franche en vue de la soumettre dans les meilleurs délais au comité ministériel.

MAROC

Baisse vertigineuse de la croissance économique en 2023

L'agence financière américaine Fitch Solutions a baissé ses prévisions de croissance économique pour le Maroc de 3,4 % à 1,8 % au titre de l'année 2023, en raison de l'accélération de l'inflation, d'un resserrement monétaire plus agressif et d'une reprise modérée de la production agricole.

Cette révision fait suite à la publication du PIB du 4^e trimestre de l'année 2022 (T4-22), qui a montré un ralentissement de la croissance de 1,6 % en glissement annuel au T3-22 à 0,5 % au T4-22, lit-ton dans un rapport récent de l'Agence.

La croissance dans le royaume "ne devrait atteindre que 1,8 % en 2023", impactée par l'accélération de l'inflation à 7,8 % en moyenne et un resserrement monétaire encore plus agressif portant le taux directeur à 4,50 % fin 2023 et d'une reprise modérée de la production agricole ainsi qu'une faible évolution de la demande adressée au Maroc de la zone euro, selon le même document.

La même analyse estime que "la faiblesse du secteur non agricole a été principalement due à un mélange de pressions inflationnistes et de resserrement monétaire, pesant à la fois sur la consommation privée (0,8 % en glissement annuel) et sur l'investissement (-9,6 % en glissement annuel)". "A l'avenir, bien que nous nous attendions à ce qu'une politique budgétaire expansionniste compense

certaines de ces vents contraires, elle ne parviendra pas à stimuler de manière significative l'activité économique", a souligné le spécialiste international du risque crédit et de la macro-intelligence.

Fitch s'attend ainsi à une augmentation des importations de produits agricoles et alimentaires en 2023, mais aussi à des "importations de capitaux" suite à une hausse des dépenses d'investissement du gouvernement.

En outre, une forte décélération de la croissance de la zone euro de 3,5 % en 2022 à 0,4 % en 2023 "pèsera sur les exportations marocaines, dont plus des deux tiers sont destinés au continent européen", explique le document, estimant que "les exportations nettes soustrairont 0,6 point de pourcentage (pp) à la croissance en 2023, contre une prévision précédente de -0,2 pp".

A cela s'ajoute l'accélération de l'inflation et la croissance atone du secteur agricole, ainsi que le chômage élevé qui vont peser considérablement sur la consommation privée.

"Nos prévisions impliquent désormais que l'inflation moyenne s'accé-

lèrera de 6,6 % en 2022 à 7,8 % en 2023 atteignant son plus haut niveau depuis plus de quatre décennies, ce qui limitera davantage le pouvoir d'achat des ménages", alertent les experts de Fitch.

En conséquence, la consommation privée ne contribuera qu'à hauteur de 0,8 pp à la croissance, ce qui est nettement inférieur à la moyenne sur 10 ans pré-Covid-19, de 2,0 pp.

L'Agence financière prévoit que la hausse des taux d'intérêt en 2023 continuera à limiter la croissance des prêts et à peser sur l'investissement. Elle a récemment revu à la hausse ses prévisions de taux directeur pour la fin de l'année 2023, de 4 % à 4,50 %, à la suite d'une augmentation significative de l'inflation.

"Nous pensons que la hausse des taux d'intérêt compensera en partie l'augmentation prévue des dépenses d'investissement du gouvernement, ce qui nous incite à revoir à la baisse notre prévision de contribution de l'investissement au PIB en 2023, de 1,3 à 1,0 point de pourcentage", selon le même document.

BOURSE DES VALEURS MOBILIÈRES EN TUNISIE

Le groupe «Maghrebria» bien positionné

Selon les chiffres communiqués, le groupe «Maghrebria» est bien positionné pour dépasser les objectifs clés de son business plan 2023-2027, ce qui traduit, entre autres, une bonne performance dans un environnement difficile.

A l'initiative de l'AIB, le groupe «Maghrebria» a tenu, récemment au siège de la Bourse des valeurs mobilières, une communication financière qui a porté sur les réalisations des deux sociétés et du groupe «Maghrebria» au titre de l'année 2022 ainsi que leurs perspectives d'avenir. L'événement a été animé par Habib Ben Hassine, directeur général, et Imen Bouhamed, directrice comptable et financier de la société.

Avant de communiquer les chiffres du groupe, Ben Hassine n'a pas manqué de donner un aperçu sur l'environnement économique du pays qui a été marqué en 2022 par une croissance économique de 2,4 % contre 4,3 % en 2021 et une aggravation du déficit commercial à 25,2 milliards de dinars contre 16,2 milliards de dinars au 31 décem-

bre 2021.

Le DG a aussi rappelé que l'année écoulée a été marquée par une hausse du taux d'inflation à 10,1 % contre 6,6 % une année auparavant, une dépréciation du dinar de 7,2 % face au dollar et de 0,9 % vis-à-vis de l'Euro et une hausse du taux d'intérêt directeur pour atteindre 8,0 %. Le seul indicateur positif était la hausse du Tunindex de 15,10 % contre un rendement de 2,34 % en 2021. A cet égard, l'environnement économique était déjà en mutation et plus difficile que prévu.

10,47 % du part de marché

En 2022, le groupe Maghrebria a consolidé sa position en augmentant sa part de marché à 10,47 % contre 10,39 % en 2021 et 10,23 % en 2020, ce qui traduit un positionnement en ligne avec sa stratégie de développement dans différents métiers.

Par branche, le groupe est le premier, hors automobile, avec 13,6 % de part de marché, en assurance de personnes avec 14,4 % de part de marché et en assurance incendie avec

15,1 % de part de marché. Le groupe occupe par ailleurs la deuxième place en assurance santé avec 19,4 % de part de marché.

De solides performances financières

Globalement, le chiffre d'affaires d'Assurances Maghrebria a connu une croissance de 9,56 %, passant de 203,854 millions de dinars en 2021 à 223,348 millions de dinars en 2022, ce qui confirme une bonne dynamique commerciale en ligne avec la stratégie de croissance, malgré un contexte économique encore difficile et complexe, a rappelé à ce propos le DG de Maghrebria.

Concernant l'activité placement, le portefeuille a dépassé les 326 millions de dinars en 2022 (+5,27 %) générant des produits financiers de l'ordre de 24,2 millions de dinars, en hausse de 24,09 % par rapport à 2021.

Le résultat net s'est amélioré de 5,91 % à 23,3 millions de dinars en 2022. La société propose ainsi la distribution d'un dividende de 2,340 dinars par action.

S'agissant des fonds propres, ils ont passé de 112,4 millions de dinars en 2021 à 125,9 millions de dinars en 2022, soit une croissance de 12 %, avec une marge de solvabilité de 384,04 % et un rendement des capitaux propres de 22,77 %. En ce qui concerne les chiffres clés d'Assurances Maghrebria Vie, Ben Hassine a indiqué que le chiffre d'affaires de la société a connu une croissance de 13,05 %, passant de 93,16 millions de dinars à 105,32 millions de dinars, et tirée principalement par l'activité épargne.

Quant à l'activité placement, la société a enregistré en 2022 un portefeuille placement supérieur à 500 millions de dinars, soit une croissance de 13,53 % par rapport à 2021, alors que pour le résultat net de la société, il a enregistré une hausse de 28,32 %, passant de 12,59 millions de dinars à 16,1 millions de dinars entre 2021 et 2022, ce qui traduit une rentabilité de 15,34 %.

EGYPTE

Le désengagement de la Chine n'a pas complètement stoppé les projets en Afrique subsaharienne

L'usine, qui devrait s'étaler sur une superficie de 250 000 m², aura une capacité de production 30 000 tonnes par mois. Outre le marché intérieur égyptien, elle servira d'autres pays du Moyen-Orient.

Le groupe industriel Flex a entamé la construction d'une usine de polyéthylène dans la zone industrielle égyptienne d'Ain Sokhna (116 km au sud-est du Caire) pour un investissement de 110 millions de dollars, selon un communiqué publié le 9 avril par l'Autorité générale de la zone économique du canal de Suez (SCZone). L'usine, qui devrait s'étaler sur une superficie de 250 000 m², aura une capacité de 30

000 tonnes par mois. « Nous apprécions le plan d'expansion du groupe Flex qui vise à couvrir les besoins du marché intérieur égyptien et à exporter vers les pays du Moyen-Orient. SCZONE est la destination idéale pour permettre aux investisseurs d'accéder aux marchés étrangers grâce à des incitations à l'investissement qui soutiennent cette stratégie », a déclaré le PDG de la SCZone, Waleid Gamal El-Dein, cité dans le communiqué.

« Présent en Europe, aux États-Unis, en

Russie et au Mexique, notre groupe se développe en Egypte, où il a déjà investi dans la ville du 6 octobre. Il vise désormais à exporter une partie de sa production à partir de la zone économique du canal de Suez », a indiqué de son côté le directeur exécutif de Flex Egypt, Sanjay Tiko. Le polyéthylène est utilisé dans la fabrication de plusieurs produits en plastique comme les flacons, les bouteilles, les sacs-poubelles, les rubans adhésifs ou encore gaines de câbles électriques.

AFRICA FINANCE CORPORATION

Annnonce d'une hausse de 23% de ses actifs en 2022, à 10,53 milliards \$

L'institution panafricaine, qui compte quarante Etats membres, a réalisé ses objectifs de croissance avec un an d'avance sur le calendrier fixé par la direction en 2018.

Africa Finance Corporation (AFC) a annoncé, dans un communiqué publié le 5 avril, que ses actifs ont augmenté de 23% en 2022, pour atteindre 10,53 milliards de dollars. L'institution spécialisée dans le financement des infrastructures en Afrique a également précisé que son bénéfice net a atteint 285,9 millions de dollars durant l'année écoulée, en hausse de 36% par rapport à 2021, alors que son rendement des capitaux propres (ROE) a atteint 12,1%. L'AFC a ainsi atteint ses objectifs de croissance avec un an d'avance sur le calendrier fixé par la direction en 2018. « Pour accroître notre impact sur le développement à travers l'Afrique, nous avons entrepris en 2018 de plus que doubler le total des actifs de la société, en le faisant passer de 4,5 à 10 milliards de dollars, de faire progresser notre rendement des capitaux propres de 7 % à plus de 12 %, et d'élargir notre empreinte d'investissement sur le continent en termes de répartition géographique et sectorielle à l'horizon 2023. Je suis heureux d'annoncer que nous avons atteint et, dans certains cas, dépassé nos ob-

jectifs sur tous ces piliers, bien en avance sur notre objectif de fin 2023 », s'est félicité le PDG de l'institution Samaila Zubairu, cité dans le communiqué.

La dimension panafricaine de l'AFC s'est renforcée au cours des cinq dernières années grâce à des investissements dans 36 pays et à l'adhésion de sept nouveaux Etats (Angola, Botswana, Cameroun, Somalie, Soudan du Sud, Tunisie et Ethiopie), qui a porté le nombre total d'Etats membres à 40, soit les trois quarts des pays du continent.

Quatre nouveaux actionnaires souverains, en l'occurrence l'Egypte, Maurice, la Côte d'Ivoire et la RD Congo, ont par ailleurs contribué à augmenter le total des capitaux propres de l'institution de 21 %, à 2,67 milliards de dollars. Fondée en 2007 avec un capital initial de 1,1 milliard de dollars, l'AFC a pour principale mission de catalyser les investissements dans le domaine des infrastructures en Afrique. Ses principaux actionnaires sont la Société africaine de réassurance, la Banque africaine de développement (BAD) et les groupes bancaires panafricains Ecobank et United Bank for Africa

MOZAMBIQUE

Le rubis Estrela de FURA deviendra en juin le plus gros jamais mis aux enchères

Premier producteur africain de graphite ces dernières années, le Mozambique est aussi historiquement connu pour ses rubis. Estrela de FURA a été découvert dans la même région que la mine Montepuez, présentée comme origine de plus de 50% de l'offre mondiale de rubis de qualité.

En juin prochain à New York, la maison de vente aux enchères américaine Sotheby's mettra en vente le rubis Estrela de FURA, un bijou de 55,22 carats. Taillé à partir d'un brut de 101 carats extrait d'une mine de Montepuez au Mozambique en septembre 2022, par la société FURA Gems. Ce sera le plus gros rubis de qualité gemme jamais mis aux enchères.

Avec un prix initial de 30 millions USD estimé par Sotheby's, Estrela de FURA est surtout sur le point de battre le record de la vente la plus chère de l'histoire pour une pierre précieuse de cette catégorie. Ce statut est actuellement détenu par le Sunrise Ruby, pierre de 25,59 carats extraite en Birmanie et vendue aux enchères en mai 2015 pour 30,3 millions USD.

« Ce rubis est sans aucun doute en lice pour devenir le porte-étendard des rubis africains — et des pierres précieuses en général, sensibilisant le monde entier sur leur capacité à égaler, et même à surpasser ceux de Birmanie, qui ont traditionnellement été la source la plus désirable et la plus reconnaissable de rubis », explique Quig Bruning, l'un des directeurs de Sotheby's.

Notons qu'une partie du produit de la vente sera rapatrié au Mozambique pour la création de la Fura Training Academy, un programme de formation en agriculture, menuiserie, ingénierie et mines, en faveur des communautés locales.

ANGOLA

La Namibie apportera son expertise dans l'uranium et l'exploitation offshore des diamants

La Namibie est le premier producteur africain d'uranium. Alors que ce minéral rencontre un intérêt croissant en raison de la transition énergétique, l'Angola veut se lancer sur ce nouveau marché en tirant profit de l'expérience namibienne.

La Namibie et l'Angola ont tenu cette semaine plusieurs échanges portant sur la coopération dans l'exploitation des diamants en haute mer et de l'uranium, deux secteurs qui dominent le secteur minier namibien. C'était à l'occasion d'une rencontre entre le ministre angolais des Ressources minières, du Pétrole et du Gaz, Diamantino Azevedo, et son homologue Tom Alweendo, ministre namibien des Mines et de l'Energie.

A en croire l'agence angolaise d'informations Angop, l'expertise namibienne permettra notamment à l'Angola d'améliorer son cadre réglementaire ainsi que ses capacités en matière d'exploration de diamants offshore. « Notre pays dispose des conditions nécessaires pour ce type d'investissement, et tout ce qu'il faut, c'est une plus grande attention à la réglementation, car il est nécessaire de prendre en compte la préservation de l'environnement », a expliqué M. Tom Alweendo.

Pour rappel, l'Angola est le 4ème producteur africain de diamants. La Namibie quant à elle est le premier producteur africain d'uranium.

AFIN DE STIMULER SON INDUSTRIALISATION

L'Afrique doit utiliser son potentiel en ressources minérales

Entre 20 et 90 % des réserves planétaires de 11 métaux nécessaires à la transition énergétique sont en Afrique. L'intérêt suscité par cette position, de la part de l'UE, des États-Unis, ou de la Chine, peut être utilisé par les dirigeants africains pour accélérer la transformation sur le continent.

La richesse de l'Afrique en matière de ressources minérales indispensables à la transition énergétique constitue une chance pour son industrialisation. C'est ce qu'a rappelé Akinwumi Adesina (photo), président de la Banque africaine de développement (BAD), au cours de son intervention la semaine dernière, au Berlin Energy Transition Dialogue en Allemagne. « Nous ne devrions pas nous contenter d'exporter, nous devrions fabriquer.

L'Afrique est l'endroit idéal pour produire les batteries lithium-ion qui alimenteront les voitures allemandes », a déclaré le dirigeant nigérian, alors que la ruée d'acteurs étrangers vers le sous-sol africain bat son plein.

L'Allemagne et ses partenaires de l'Union européenne sont d'ailleurs concernés par cette ambition du président de la BAD, comme l'illustre l'annonce récente de l'ouverture de négociations avec la RDC pour un partenariat sur les minéraux critiques. L'UE compte investir dans la transformation locale du cobalt et du lithium congolais, afin d'approvisionner ses constructeurs automobiles en matériaux pour batteries électriques. L'organisation a aussi conclu un protocole d'accord avec la Namibie qui développe

actuellement plusieurs projets de lithium, afin de faciliter la transformation locale puis l'exportation vers les usines en Europe. On peut également noter l'accord-cadre annoncé la semaine dernière par les États-Unis et portant sur la première usine de production de nickel de qualité batterie en Tanzanie, à destination du marché américain dès 2026.

Pour rappel, l'Afrique possède entre 20 et 90 % des réserves mondiales de 11 minéraux nécessaires à la transition énergétique, dont 55 % des réserves de manganèse, 44 % pour le cobalt et plus de 90 % pour les métaux du groupe du platine. Les États africains doivent donc s'appuyer sur ce potentiel pour multiplier et diversifier des engagements similaires à ceux mentionnés plus haut.

CHINE

Pékin détient 84,7% de la dette bilatérale du Nigeria

L'ensemble des emprunts contractés par Abuja auprès de Pékin sont des prêts concessionnels avec des taux d'intérêt de 2,50 % par an, une durée de remboursement de 20 ans et une période de grâce de 7 ans.

Les emprunts contractés par le Nigeria auprès de plusieurs banques publiques chinoises ont plus que triplé entre juin 2015 et décembre 2021, faisant passer la part de Pékin dans la dette bilatérale de

ce pays d'Afrique de l'Ouest à 84,7%, selon des données publiées, ce lundi 3 avril, par l'Office nigérian de gestion de la dette (DMO).

Le stock de la dette du Nigeria auprès de l'empire du Milieu est passé de 1,39 milliard de dollars au 30 juin 2015 à 4,29 milliards de dollars au 31 décembre 2022, a-t-on précisé de même source. L'ensemble des emprunts contractés par le Nigeria auprès de la

Chine sont des prêts concessionnels avec des taux d'intérêt de 2,50 % par an, une durée de remboursement de 20 ans et une période de grâce de 7 ans.

L'Office de gestion de la dette a également indiqué avoir répertorié 15 projets financés par des prêts chinois, dont ceux portant sur la réhabilitation de l'axe routier Abuja-Keffi-Makurdi, la modernisation de la ligne ferroviaire Lagos-Ibadan et la fourniture de matériel

roulant et d'équipements pour le projet de métro léger d'Abuja.

Le montant total de la dette bilatérale du Nigeria a atteint 5,07 milliards de dollars à fin décembre 2022, contre 1,58 milliard de dollars à fin juin 2015.

Outre la Chine, les autres principaux créanciers bilatéraux du pays sont la France, le Japon, l'Inde et l'Allemagne.

Les Enjeux
Eco

Publicité

Appelez le

06 98 16 55 54

CHINE

L'inflation est passée en mars sous la barre de 1%

L'inflation en Chine est passée en mars sous la barre de 1%, loin de la situation dans les pays développés, tandis que les prix en sortie d'usines ont poursuivi leur chute, signe d'une faible demande, selon des chiffres officiels publiés mardi 11 avril.

L'indice des prix à la consommation (CPI), principale jauge de l'inflation, s'est inscrit en mars en hausse de 0,7% seulement sur un an, contre 1% un mois plus tôt, selon le Bureau national des statistiques (BNS). Des analystes anticipaient une accélération plus rapide (+2%), dans un contexte de reprise de l'activité en Chine depuis la levée fin 2022 des restrictions sanitaires contre le Covid. À titre de comparaison, l'inflation en France a encore augmenté en mars à +5,6% sur un an et 5% en février aux États-Unis. Le gouvernement chinois vise pour 2023 une inflation moyenne de 3%, sur fond de flambée des cours mondiaux des matières premières et de l'alimentaire.

Mais depuis l'invasion russe de l'Ukraine, la Chine est relativement épargnée par ces hausses.

Une baisse des taux plus probable

Dans le détail, l'alimentaire a tiré les prix vers le haut, en particulier les fruits frais (+11,5% sur un an) et la viande de porc, de loin la plus consommée dans le pays (+9,6%). En revanche, le prix des carburants pour le transport a baissé de 6,4% sur cette période. De son côté, l'indice des prix à la production (PPI) a encore décliné en mars (-2,5%), et ce pour le sixième mois consécutif. Il s'agit du rythme le plus faible depuis juin 2020 de cet indice qui mesure le coût des marchandises sorties d'usines et donne un aperçu de la santé de

l'économie. Des prix à la production dans le rouge sont synonymes de marges réduites pour les entreprises.

«La reprise est en bonne voie mais elle n'est pas assez robuste pour pousser les prix à la hausse», souligne l'économiste Zhiwei Zhang, du cabinet Pinpoint Asset Management. «Cette baisse de l'inflation en Chine, au moment où la hausse des taux d'intérêt aux États-Unis touche à sa fin, renforce la probabilité d'une baisse des taux» en Chine pour stimuler l'économie, estime Zhiwei Zhang. La Chine vise un objectif de 5% de croissance cette année, l'un des plus faibles depuis des décennies. Le premier ministre chinois Li Qiang a averti le mois dernier qu'il pourrait être difficile d'atteindre.

FRANCE

Les placements des assureurs amputés de 438 milliards d'euros en 2022

Les placements financiers des assureurs ont diminué de 438 milliards d'euros l'an dernier, indique mardi la Banque de France, principalement à cause de la hausse des taux directeurs des banques centrales. À fin décembre, l'encours des placements financiers des assureurs s'établissait à 2369 milliards d'euros, «en forte baisse (...) sur l'année 2022», souligne la banque centrale dans une publication trimestrielle sur le secteur. Cette diminution est de l'ordre de 15%. C'est l'assurance vie qui

concentre l'essentiel des placements et de la perte de valeur: -419 milliards d'euros l'an dernier pour 2108 milliards d'euros d'encours à fin décembre. En cause, la baisse des prix des actifs détenus par les assureurs, rendus moins attractifs par la hausse des taux directeurs amorcée en milieu d'année dernière et destinée avant tout à contrer l'inflation. Comme les banquiers et les gestionnaires d'actifs, les assureurs doivent actuellement gérer un moment critique qui leur permet d'investir dans de

nouvelles obligations plus rémunératrices mais qui diminuent la valeur de marché de leurs obligations plus anciennes, devenues difficiles à revendre si nécessaire. A l'image d'un paquebot virant de bord très lentement, il faut plusieurs années pour renouveler le stock avec des obligations plus récentes offrant un meilleur rendement. L'arrivée à maturité des obligations détenues leur permettra d'atteindre cet objectif, de même que de nouveaux dépôts sur les fonds euros. Mais ces derniers n'ont pour le moment

pas les faveurs des épargnants. Les flux nets sur ces supports sont négatifs depuis le début de l'année, de plus de 4 milliards d'euros, selon les dernières données mises à disposition par la fédération professionnelle France assureurs. Leurs rendements (2% en moyenne pour les fonds euros de l'assurance vie, selon les calculs de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution, hors fiscalité) sont loin de concurrencer ceux de l'épargne réglementée, Livret A en tête (3% net d'impôt depuis le 1er février).

JAPON

Le yen remonte mais reste affaibli par la Banque

Le yen remontait mardi par rapport au dollar mais des achats à bon compte ne compensaient pas ses pertes du week-end pascal, alors que le nouveau patron de la Banque du Japon garde un ton prudent. Vers 10h50, le yen gagnait 0,41% à 133,06 yens pour un dollar et restait stable à 145,10 yens pour un euro. Face au dollar, par rapport à jeudi avant des séances peu animées pour les fêtes de Pâques, le yen cède 0,9%. «Des commentaires du nouveau gouverneur de la Banque du Japon (BoJ) Kazuo Ueda ont diminué les attentes d'un changement de politique monétaire dès la

réunion du 28 avril», commente Lee Hardman, analyste chez MUFG. M. Ueda a estimé lundi que l'économie japonaise n'était pas «dans une situation nécessitant une hausse significative des taux» d'intérêt, après dix ans de politique monétaire ultra-accommodante menée par son prédécesseur Haruhiko Kuroda. «La BoJ joue les équilibristes», commente Ulrich Leuchtmann, analyste chez Commerzbank. D'un côté, la banque centrale veut s'assurer que l'inflation, qui a atteint 4,9% sur un an en février au Japon, est pérenne après des décennies de désinflation. De l'autre, «l'inflation pourrait au final être plus tenace que prévu et une

période prolongée de politique monétaire restrictive serait alors nécessaire, ce qui serait douloureux pour les finances publiques», ajoute M. Leuchtmann. Les cambistes attendent par ailleurs l'indice des prix à la consommation (CPI) pour mars aux États-Unis pour jauger dans quelle mesure la Réserve fédérale américaine (Fed) a encore besoin de relever ses taux directeurs. «Une inflation plus élevée que les 5,1% attendus devrait soutenir le dollar» en alimentant l'idée que la Fed pourrait avoir à relever ses taux à plusieurs reprises cette année, estime Han Tan, analyste chez Exinity.

Cuba réautorise les dépôts en dollars dans son système bancaire

La Banque centrale de Cuba a annoncé lundi autoriser à nouveau les dépôts de dollars américains en espèces, suspendus en 2021 sur fond d'embargo imposé par les États-Unis. Désormais, «les institutions financières et bancaires accepteront les dépôts en espèces de dollars américains sur des comptes bancaires», indique une résolution de la Banque centrale de Cuba (BCC) publiée lundi au Journal officiel. Cette nouvelle règle annule ainsi la décision de la Banque centrale de Cuba qui avait suspendu en juin 2021 les dépôts de dollars en liquide,

en raison de difficultés liées à l'embargo américain persistant. Elle avait alors expliqué que le système bancaire cubain avait de plus en plus de difficultés à procéder auprès des banques internationales à des dépôts en dollars récupérés sur le territoire national du fait de l'embargo, en vigueur depuis 1962. Publiée à la surprise générale, cette résolution précise que la nouvelle politique monétaire répond aux priorités actuelles de l'île: l'économie et le tourisme, éprouvés par la pandémie, qui repartent progressivement. La BCC a d'ailleurs justifié sa

décision par ce contexte économique favorable, ajoutant que les mesures visant à «empêcher les dépôts de dollars américains en espèces à l'étranger» restaient en vigueur. Pour l'économiste cubain Omar Everleny Pérez, les autorités tentent de réparer leurs erreurs, analyse-t-il, soulignant que «les dollars continuaient de circuler sur le marché noir». «Le problème de fond n'a pas été résolu», juge de son côté la BCC. Depuis 1962, l'île subit un embargo qui rend difficile ses échanges en dollars, encore renforcé pendant la

présidence de Donald Trump avec plus de 240 nouvelles mesures, laissées pour le moment intactes par le président actuel Joe Biden. Par ailleurs, la réforme monétaire mise en œuvre par le gouvernement cubain en janvier 2021, en pleine pandémie, a provoqué une dévaluation du peso cubain qui a vu passer le prix du dollar de 24 pesos à 120 pesos au taux officiel, et l'a fait flamber sur le marché noir, où il s'échange désormais à 185 pesos. Cette dépréciation s'est accompagnée d'une inflation galopante, atteignant 70% en 2021 et 39% en 2022.

SUISSE

Alain Berset au front pour défendre le rachat de Credit Suisse

Le président suisse, Alain Berset, défendra en personne mardi la reprise in extremis du Crédit Suisse par sa rivale UBS devant les parlementaires réunis en session extraordinaire pour tenter de comprendre les ramifications d'un effondrement qui secoue le pays. Cette session extraordinaire de trois jours a été convoquée à la demande de députés, qui comme les actionnaires des deux géants bancaires, ont été mis devant le fait accompli. L'argument du gouvernement fédéral, à la manœuvre pendant le week-end fatidique du 19 mars, est qu'il fallait agir vite et de manière décisive pour empêcher une catastrophe. «L'alternative aurait été une faillite de Credit Suisse le lundi matin, accompagnée d'un probable effondrement de l'économie suisse», n'a pas hésité à affirmer Karin Keller-Sutter, la ministre des finances dans un entretien au quotidien Le Temps.

À l'ordre du jour de cette session extraordinaire: les garanties accordées pour organiser le sauvetage, l'examen «d'une possible action en justice à l'égard des organes dirigeants de Credit Suisse» ou encore de la réglementation des banques considérées comme trop grosses pour les laisser faire faillite. Credit Suisse - comme UBS - appartenait à ce club fermé de trente banques dans le monde, mais les autorités ont préféré un rachat pur et simple pour la somme symbolique de 3 milliards de francs et avec de solides garanties financières pour convaincre UBS. Quelque 109 milliards de francs ont été promis, entre les garanties de la Confédération et les liquidités mises à disposition par la banque centrale. Dans l'urgence, la délégation des finances du Parlement avait donné son feu vert pour débiter ces fonds mais sans véritable débat.

Ce rachat a suscité la colère de tous les partis politiques, d'autant que la Confédération avait déjà dû voler il y a 15 ans au secours, cette fois, d'UBS lors de la crise financière de 2008. Et il suscite aussi l'inquiétude sur le poids qu'occuperait le nouveau mastodonte bancaire né du mariage forcé du numéro un et deux du secteur dans l'économie suisse. Une situation sans précédent. L'UDC, la droite radicale et premier parti du pays, a exigé que la réglementation concernant les banques trop grosses pour faire faillite soit renforcée et que le gouvernement s'engage à demander des comptes aux dirigeants de Credit Suisse mais aussi à réclamer le remboursement de bonus injustifiés.

Le gouvernement a pris les devants pour calmer la colère en privant les plus hauts dirigeants de Credit Suisse de leurs bonus et prime 2022 et 2023. Tout en considérant ce rachat comme la moins mauvaise des solutions, le Centre, (droite modérée) demande pour sa part à clarifier les risques qu'engendrerait la création d'une banque de cette taille. Les Verts veulent de leur côté que la Confédération évalue l'opportunité de traduire en justice les dirigeants de Credit Suisse pour rendre des comptes.

JAPON

La Bourse de Tokyo termine en hausse après l'emploi américain

La Bourse de Tokyo a clôturé dans le vert lundi, dans la foulée d'un rapport mensuel de l'emploi américain sans surprises négatives et de la baisse du yen, un mouvement de change favorable au marché nippon. L'indice Nikkei a gagné 0,42% à 27.633,66 points et l'indice élargi Topix a avancé de 0,56% à 1976,53 points.

L'économie américaine a créé en mars moins d'emplois que le mois précédent, mais dans des proportions conformes aux attentes, et le taux de chômage est resté presque inchangé à un niveau très bas (3,5%), selon les derniers chiffres mensuels de l'emploi aux États-Unis publiés vendredi. Ces données vont plutôt dans le sens du scénario d'un «atterrissage en douceur» de l'économie américaine voulu par la Fed, la banque centrale du pays, qui cherche à dompter l'inflation élevée en relevant ses taux d'intérêt tout en évitant une chute brutale de l'activité.

La Bourse de New York était restée fermée vendredi dernier en raison du long week-end pascal, mais rouvrira dès ce lundi. Les Bourses européennes en revanche ne rouvriront que mardi, tout comme la Bourse de Hong Kong. En Chine continentale, Shanghai a lâché 0,4% et Shenzhen perdu 1% après qu'un quotidien d'État a mis en garde contre les valorisations excessives des entreprises liées à l'intelligence artificielle, et sur fond de tensions aggravées autour du détroit de Taïwan.

Du côté des valeurs

NINTENDO CRÈVE L'ÉCRAN : l'action Nintendo a grimpé de 4% à 5.406 yens. Le film d'animation «Super Mario Bros», co-produit par le géant japonais du jeu vidéo, a carbonné au box-office nord-américain et sur de nombreux autres marchés, réalisant selon plusieurs médias le meilleur démarrage mondial à ce jour pour un film d'animation.

Du côté des devises et du pétrole Le dollar montait à 132,53 yens vers 07H00 GMT contre 132,16 yens vendredi. La monnaie japonaise reculait aussi face à l'euro, qui valait 144,53 yens contre 144,12 yens en fin de semaine dernière. Le cours euro-dollar était stable à 1,0905 dollar pour un euro.

Le marché du pétrole était en léger recul vers 06H50 GMT le baril de WTI américain cédait 0,12% à 80,60 dollars et celui de Brent de la mer du Nord perdait 0,18% à 84,97 dollars.

WALL STREET

Les bénéfices des banques sous pression après la crise

La plupart des banques de Wall Street devraient annoncer des bénéfices trimestriels en baisse et des perspectives moroses pour le reste de l'année, la crise bancaire régionale du mois dernier et le ralentissement de l'économie étant susceptibles de nuire à la rentabilité.

Les bénéfices par action des six plus grandes banques américaines devaient baisser d'environ 10 % par rapport à l'année précédente, selon les estimations des analystes de Refinitiv I/B/B/S. Les banques commencent à publier leurs résultats le 14 avril.

L'accès aux dépôts bon mardi, qui a gonflé pour les grandes banques lorsque les épargnants ont fui les petites créances dans le sillage de l'effondrement de la Silicon Valley Bank la mois dernier, a probablement stimulé le revenu net d'intérêt pour les plus grandes banques, ont déclaré les analystes. JPMorgan Chase & Co, la plus grande banque américaine, devrait sortir du lot car son marge d'intérêt net - les intérêts gagnés sur les prêts par rapport aux intérêts versés aux déposants - était plus élevée que celle de certaines de ses concurrentes, selon les analystes.

Selon les estimations de Refinitiv I/B/B/S et les calculs de Reuters, la banque devrait enregistrer une hausse de 30 % de son bénéfice par action, soutenue par une augmentation de près de 36 % de ses revenus nets d'intérêt. Toutefois, le réajustement des conditions financières et le ralentissement de l'économie signifient que les banques sont confrontées à la perspective d'une croissance faible des prêts et d'une détérioration du crédit, ce qui les oblige à augmenter les provisions pour pertes potentielles.

«Nous nous attendons à une saison des résultats difficile pour les banques», a déclaré David Chiavini, analyste bancaire chez Wedbush Securities, dans une note. Selon lui, les directions des banques devien-

dront plus défensives, en mettant en œuvre des mesures de liquidité qui pourraient conduire à des sélections à la baisse des revenus nets d'intérêt.

Les bénéfices devaient également être affectés par une nouvelle période de sécheresse pour les transactions et l'activité des marchés de capitaux, et certaines banques prévoient également un ralentissement des revenus de négociation. Ces tendances toucheraient particulièrement les grandes banques d'investissement telles que Goldman Sachs Group Inc et Morgan Stanley.

Selon les analystes, les revenus de négociation, qui ont été positifs au cours des trimestres précédents, pourraient souffrir de la baisse des opérations sur actions au premier trimestre par rapport à l'année précédente, partiellement compensée par la vigueur des opérations sur titres à revenu fixe, dérivés et matières premières (RIOC).

Le bénéfice par action de Goldman pourrait chuter d'un cinquième, pénalisé par les déboires de la banque d'investissement, après une baisse plus importante que prévu de 69 % du bénéfice du quatrième trimestre, pénalisé par les revenus de la gestion de patrimoine et les pertes de l'activité grand public. Les six banques ont refusé de commenter les résultats et les prévisions à venir.

L'indice bancaire S&P 500 est en baisse de 14 % depuis le début de l'année. Lorsque les taux d'intérêt augmentent, les banques gagnent plus d'argent sur les intérêts payés par les emprunteurs qu'elles leur versent aux dépôts.

Selon les estimations des analystes de Refini-

tiv I/B/B/S, les revenus nets d'intérêt des six plus grandes banques américaines devaient augmenter d'environ 30 % par rapport à l'année précédente.

Toutefois, les gains provenant des paiements d'intérêt pourraient être contrebalancés par des créances douteuses.

Anna Hsu, responsable de l'équipe bancaire chez Moody's Investors Service, a déclaré : «Il y aura encore des augmentations progressives des provisions cette année», en particulier pour l'immobilier commercial et potentiellement pour les cartes de crédit à la consommation.

Elle s'attend à un ralentissement des prêts dans des domaines tels que l'immobilier commercial et industriel, l'automobile et les prêts hypothécaires.

Les investisseurs examineront minutieusement les bilans afin de déterminer quels prêts ont attiré ou perdu des dépôts pendant la crise bancaire du mois de mars, tout en évaluant son impact sur les créanciers et l'économie américaine.

Les résultats donneront un aperçu de la facilité avec laquelle les créanciers peuvent financer leur opération et s'ils disposent d'une marge de manœuvre suffisante pour faire face aux chocs.

«Les capitaux concernant les niveaux de capital et de liquidité des banques devaient peser au moins pendant les prochains mois en raison des tensions récentes», a déclaré Gerald Goldberg, stratège des taux d'intérêt américain chez TD Securities, lors d'une interview.

PLOMBÉ PAR LES STOCKS DE SMARTPHONES

Soitec revoit à la baisse ses ambitions

La société chinoise a annoncé vendredi anticiper une croissance plus modérée pour l'exercice 2023-2024, et une chute de 15% au premier semestre. Ce en raison des chocs de la chaîne d'approvisionnement de smartphones. Alors que les marchés ont fermé les portes jusqu'à mardi matin, Soitec lance cependant un avertissement pour son prochain exercice.

Le fabricant de matériaux semi-conducteurs évolue en exercice décalé, d'où une croissance annuelle à fin mars. Pour l'année comptable qui vient de s'achever il y a quelques jours, le groupe confirme ses objectifs, à savoir une progression de ses revenus à taux de change et de périmètre constants d'environ 20% et une marge brute d'exploitation (EBITDA) autour de 36%.

En revanche, pour la suite, le groupe annonce un important

choc de fin, linéaire et prévisible pour l'exercice qui sera clos fin mars 2024. L'entreprise s'attend à anticiper ainsi des revenus stables sur cette année fiscale, sous l'effet de change et de périmètre, par rapport à l'exercice 2022-2023. Il en est de même pour la marge d'EBITDA, attendue à environ 36%.

Surbit, sur le seul premier semestre de cet exercice 2023-2024, Soitec prévoit un plongeon de 15% sur un an de ses revenus à périmètre et taux de change constants. Pour justifier ces perspectives, Soitec évoque l'état du marché des smartphones, industrie évidemment très concurrentielle en composants électroniques et qui connaît actuellement un niveau élevé de stocks, avec donc des ventes en fort déclin.

Selon les données du cabinet Gartner et citées par la banque UBS, les ventes mondiales de smartphones ont ainsi plongé de

14,5% en valeur au mois de février, tombant à leur plus bas niveau depuis 2020.

«Comme déjà communiqué au marché, l'absorption des stocks à travers l'exercice de la chaîne d'approvisionnement du marché des smartphones devrait durer pendant tout le premier semestre de l'exercice 2023-2024», explique Soitec.

L'entreprise anticipera une «forte correction» de ses stocks sur son prochain exercice, en particulier au premier semestre, ce qui pèsera sur l'activité de sa division Communications mobiles. «Par conséquent, la stabilité du chiffre d'affaires anticipé pour l'exercice 2023-2024 reflète également une forte accélération entre le premier et le second semestre», ajoute l'entreprise.

Objetif de moyen terme abaissé

Soitec a également ajusté la baisse son objectif de revenu pour l'exercice clos en mars 2024. La so-

ciété chinoise table désormais sur un chiffre d'affaires d'environ 2,1 milliards de dollars, contre une précédente cible de 2,3 milliards de dollars, communiquée en juin 2022. L'entreprise en revanche confirme son objectif de marge d'EBITDA de 40% à cette même date.

La société donne davantage d'indications sur ses perspectives de moyen terme lors d'une journée dédiée aux investisseurs le 8 juin, au lendemain de la publication de ses résultats annuels. À l'avenir, elle publiera son chiffre d'affaires pour l'exercice 2022-2023 le 26 avril.

L'ensemble de ces annonces pour ainsi dire fonctionnelles par le marché lorsque la Bourse de Paris s'ouvrait mardi matin. Dans une récente note, UBS, à titre d'exemple, avait dit, dans son scénario de référence, sur une croissance de 5,5% pour l'exercice clos fin mars 2024.

MARCHÉ

Les plus fortes convictions des fonds de petites valeurs

Quatre géants chers et récents ont dévoilé leurs small et midcap préférences pour les prochains mois.

Quatre sociétés de gestion se sont associées pour une présentation de leurs plus fortes convictions d'investissement parmi les petites et moyennes entreprises européennes.

Une centaine d'investisseurs professionnels étaient ainsi réunis le 4 avril dernier à l'Ho-

tel Kington à Paris autour d'un déjeuner animé par le Conseil en gestion de patrimoine, Stéphane van Huffel. Étaient présents Cyprien Carrière, directeur de la gestion de Loxia Capital et co-gérant du fonds Loxia Avenir Mid-Cap Europe ; Sand Benhamine, gérant du fonds Kiro Small Cap ; Agnès Leung, gérant du fonds Bannock Small Cap Euro ; Don Fitzgerald, gérant du fonds DNCA Invest Aschier

Mid-Cap Europe. Tous les géants présents s'accordent sur le retard boursier accumulé par les petites sociétés et leur faible valorisation historique, ce qui génère de nombreuses opportunités. Le retard des petites valeurs Des ventes continues demeurent, venant de la hausse des taux d'intérêt, la progression des encaissements et un approvisionnement énergétique plus coûteux.

Malgré les soutiens sont nombreux, dont le rendement du dividende, l'accélération de la transition énergétique, la sécularité de la Chine, les OPA, les rachats d'actions, etc. Loxia Avenir Mid-Cap Europe (code de LU2240035288) a progressé de 8% depuis le début de l'année au 3 avril, 76e sur 189 produits selon Quantalys.

VISUAL CHATGPT

Le chatbot qui communique par les images

Des chercheurs de chez Microsoft ont publié Visual ChatGPT, une version plus évoluée du chatbot capable de comprendre le contenu des images, ainsi que de générer ou d'éditer des images à la demande.

L'un des principaux points faibles de l'intelligence artificielle conversationnelle ChatGPT est qu'elle est limitée au texte uniquement. Pour résoudre ce problème, des chercheurs de chez Microsoft viennent de publier une nouvelle version de ChatGPT baptisée Visual ChatGPT. Dans l'article associé, ils expliquent comment ils ont réussi à intégrer la prise en charge des images dans ChatGPT sans toucher à l'IA elle-même. Plutôt que de reconstruire complètement ChatGPT pour prendre en charge différentes modalités (audio, images, vidéos...), ils ont décidé de s'appuyer sur les modèles de fondation visuels (VFM) préexistants,

comme Stable Diffusion, BLIP, Transformers, Maskformer et ControlNet. Autrement dit, des IA déjà capables de comprendre ou de générer des images. Un gestionnaire de requêtes Le module central de Visual ChatGPT est le gestionnaire de requêtes (Prompt Manager). Celui-ci s'occupe de traduire les requêtes de l'utilisateur et de les transférer vers ChatGPT ou une VFM, avec un processus qui peut se dérouler en de multiples étapes internes avant d'aboutir à une réponse. Le résultat est très surprenant. Après avoir envoyé au chatbot une photo, vous pouvez lui demander d'identifier un élément qui s'y trouve (« quelle est la couleur de la moto ? ») ou encore d'éditer l'image («

supprime la moto »). Dans un des exemples, un utilisateur envoie un schéma très basique d'une pomme et d'un verre, et demande à l'IA de l'améliorer. Visual ChatGPT répond avec une image photoréaliste d'une pomme et d'un verre sur une table, placés de la même manière que sur le schéma. Selon les chercheurs, l'avantage de cette approche est qu'il est très facile d'intégrer de nouveaux modèles visuels. Ils ont partagé leur code sur GitHub, mais il n'existe pas pour l'instant d'interface Web. Pour pouvoir le tester, il faut donc être en mesure de le compiler soi-même...

FIGURE 01

Le robot humanoïde le plus ressemblant à l'humain jamais construit

Fera-t-il plus fort que Tesla, Boston Dynamics et Xiaomi réunis ? Ce robot humanoïde s'annonce comme le plus performant et plus agile pour œuvrer dans un environnement industriel complexe. L'objectif de la start-up Figure est de venir en soutien sur des tâches dangereuses dans les activités d'entrepôt et de logistique, ou de résoudre les problèmes de pénurie de main-d'œuvre. Les concepteurs ambitionnent aussi de le rendre accessible pour des usages domestiques afin de permettre l'assistance à domicile et les soins aux personnes âgées. Les projets de robots humanoïdes se multiplient. L'idée consiste à créer des machines souples et intelligentes, capables de remplacer des humains dans des tâches répétitives et ingrates. Installée en Californie, la startup Figure est spécialisée dans la conception de robots humanoïdes intelligents. Son premier projet, baptisé Figure 01, en version alpha, est actuellement en phase de test. Il mesure 1,70 mètre pour 60 kilos. Il supporte une charge utile pouvant aller jusqu'à 20 kilos, affiche une autonomie de 5 heures et peut se déplacer à 1,2 mètre/seconde, soit un peu plus de 4 km/h. À noter qu'il est également doté de doigts et non de pinces, pour encore mieux manipuler des objets. Le robot humanoïde de la start-up Figure mesure 1,70 mètre, pèse 60 kilos, son visage est un écran. Il peut porter des charges de 20 kilos et dispose d'une autonomie de 5 heures. Doté de mains articulées, il est capable de réaliser un large éventail de tâches manuelles.

Un robot humanoïde à usage général

L'idée est ici de créer un robot humanoïde capable de travailler et d'aider les humains à produire davantage, à remédier aux pénuries de main-d'œuvre et même à réduire le nombre de travailleurs occupant des emplois dangereux. In fine, Figure 01 associera la dextérité de la forme humaine à de l'intelligence artificielle, afin de pouvoir s'adapter à différentes tâches, pour une efficacité toujours optimale. À terme, le Figure 01 a l'ambition de devenir le premier robot humanoïde autonome commercialement viable au monde, c'est-à-dire aussi « accessible » financièrement.

L'IA DU ROBOT DE GOOGLE

Il peut faire la discussion et vous servir à manger

Les Intelligences artificielles conversationnelles, comme ChatGPT, reposent sur des grands modèles de langage ou LLM (Large Language Model). Conçues pour traiter du texte, ces IA peuvent également être entraînées pour traiter d'autres types d'informations. C'est ainsi qu'est née PaLM-E, une IA qui peut piloter un robot en temps réel en tenant compte de son environnement. Le système a été développé par des chercheurs de chez Google ainsi que de l'université technique de Berlin. Ils ont combiné le modèle de langage PaLM de Google, similaire au GPT de ChatGPT, avec ViT-22B qui est spécialisé dans les tâches visuelles. Le résultat est un modèle multimodal (texte et images) doté de 562 milliards de paramètres. Un robot qui réagit en temps réel PaLM-E pilote un robot fabriqué par Google

équipé d'un bras, et peut interpréter les données de la caméra en temps réel. Il suffit de lui demander d'aller chercher le paquet de chips dans le tiroir et celui-ci s'exécute. L'IA planifie la procédure sans intervention humaine et peut réagir en temps réel. Ainsi, lorsque le chercheur lui arrache le paquet de chips et le remet dans le tiroir, le robot est capable de s'en rendre compte, puis de mettre à jour sa planification pour la tâche et de reprendre le paquet. Ce qui rend cette Intelligence artificielle d'autant plus intéressante est qu'elle peut généraliser ses compétences pour effectuer des tâches qu'elle n'a pas vues pendant son entraînement, et le tout sans perdre ses capacités linguistiques. Ce serait vraiment intéressant de voir PaLM-E aux commandes d'un robot comme Spot ou Atlas de Boston Dynamics...

MUTALK

Le microphone pour laisser votre entourage tranquille

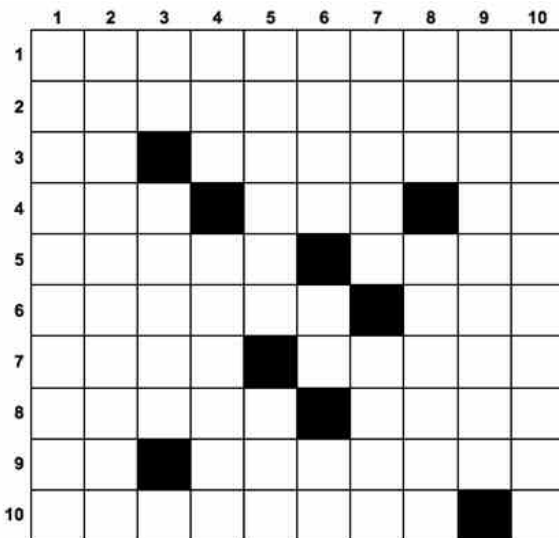
Imaginez, vous essayez de vous endormir alors que votre voisin se dispute violemment au téléphone ou que votre partenaire s'esclaffe dans une pièce toute proche. Ou vous tentez en vain de savourer votre boisson matinale non loin d'un nomade digital en pleine réunion virtuelle dans votre petit café local. Si vous avez déjà rêvé de pouvoir clouer le bec d'un importun, cette étrange invention pourrait vous plaire... ou vous laisser dubitatif. Les innovations technologiques sont bien pratiques pour apporter des solutions à tout un lot de nouveaux problèmes. C'est ce qu'a compris l'entreprise japonaise Shiftall qui développe et assure la production de masse d'objets connectés surtout destinés à faciliter le travail d'équipe. La société a développé un microphone innovant qui isole la voix de l'utilisateur et qui, en plus de réduire le bruit

ambient dans la captation du son, sert principalement à réduire le volume sonore qu'il produit, afin de ne pas déranger les personnes alentour. Le masque-microphone Mutalk n'englobe pas le nez, ce qui peut changer la voix de l'utilisateur, indique Shiftall.

L'application technologique d'un étrange phénomène acoustique Cet objet innovant peut répondre aux attentes d'un large panel d'utilisateurs, il peut être utile pour passer des appels en toute discrétion, ou participer à une réunion virtuelle dans un lieu public. Lors de conversations normales lorsque la fréquence de parole est standard, le dispositif réduit le volume de 20 décibels, rendant l'échange impossible à entendre pour une personne extérieure, même si elle est située juste à côté. Mais, quand les propos s'échauf-

fent comme durant une partie de jeux vidéo par exemple, et que le ton monte en même temps que la fréquence de parole (ou de cri), Mutalk passe à une réduction de 30 décibels, pour le confort de chacun. Le gadget utilise le principe de la résonance de Helmholtz, qui se produit quand l'air résonne dans un objet creux. Vous en avez peut-être déjà produit en soufflant dans le goulot d'une bouteille. Ce phénomène acoustique lui permet d'affaiblir efficacement le bruit malgré sa petite taille. Le microphone est simple d'utilisation, se connecte à votre smartphone ou votre ordinateur, et peut même être équipé d'une sangle amovible pour l'utiliser sans les mains. Seul bémol, son curieux design qui pourrait en rebuter certains et son prix, 200 dollars.

MOTS CROISÉS



Grille 1

Horizontalement

1 Indulgence.2 Eparpillâmes.3 Conjonction.- Restes.4 Soustrait.- Que d'eau!- Se retrouva un jour à 4 pattes.5 Ou la fiancée de marbre.- Fils de Jacob.6 Retirasse.- Beau parleur.7 Petite symphonie de Friedrich Witt, longtemps attribuée à Beethoven.- Devançâs.8 A la fin.- Poèmes.9 En Chaldée.- Peuple de l'antiquité (au singulier).10 Plus d'un a connu Jésus.

Verticalement

1 Epoque secondaire.2 Baguettes de chimiste.3 Jeune volonté.- Provient.4 Titre d'anoblissement.- Prière.5 Certains docteurs.- Agent secret.6 Personnel.- Préposition.- Différent de l'un au vu le nombre de ses doigts.7 Cachera.- Ile ou fleuve.8 Coule en Suède.- Poète français.9 Braverait.10 Séparasses le sucre des mélasses.

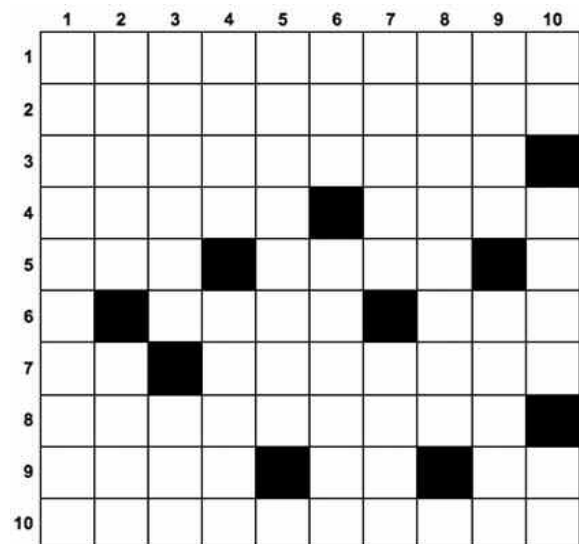
Grille 2

Horizontalement

1 Soldat ottoman.2 Eperdues par un sentiment puissant.3 Revenant.4 Existant.- Parfois bécot.5 Trop tendre.- Houspilles.6 Compagnes du temps jadis.- Ancienne monnaie.7 Carte.- Cher!8 Flanquerait.9 Protection.- Possède.- Soleil.10 Fautes contre la syntaxe.

Verticalement

1 Plaintes.2 Néthou.- Explora le Mississippi.3 De quoi faire la bombe.- Zéro!4 Souverain musulman.- Samos ou Ephèse...5 Pré&nom masculin.6 Palindrome.- Fatiguerai.7 Langue sémitique.- Rayons.8 Se jette dans l'Océan Arctique.9 Filets.- Choqué.10 Préposition.- Beaucoup de qualificatifs, suivant leur état.- Champion.



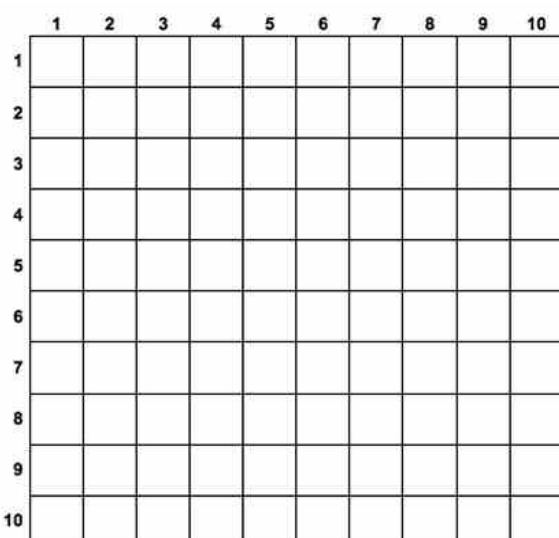
Grille Muette

Horizontalement

1 Souterrains.2 Décision.3 Convendra.- Traverse Pise.4 Musique moderne.5 Relatif.- Coutumes.6 Vraiment charmées.7 Religieux.- Ville des Hautes-Alpes.8 Posséda.- Etude sur plusieurs heures.9 Monuments funéraires.10 Capitale asiatique.- Note.

Verticalement

1 Expression de pneu.2 Souvent qualifié de pauvre.- Liée.3 Héritier présomptif.4 Interjection.- Indéfini.- Ile.5 Qualifie le Peuple du caoutchouc.- Conjonction.6 Grecque.- Parcourut des yeux.- En Belgique.7 Botte célèbre.- On aime qu'il soit bon.8 Irlande.- Ni plus ni moins.9 Négation.- Utilisateur.10 Suivent une certaine mode.- Evalue.



FERRARI PUROSANGUE (2023)

Pourquoi ses arches de roues sortent du lot ?

Les arches de roue du SUV Ferrari sont loin d'être basique, ils ont une vraie fonction aérodynamique



Le Purosangue, le « Super SUV » de Ferrari, propose des pièces fonctionnelles en fibre de carbone, comme ses arches de roues, qui dépassent tout ce que vous pourriez trouver sur n'importe quel autre SUV... Le Purosangue est le premier SUV du mytique constructeur italien. Il a fait couler beaucoup d'encre,

mais au final il est bien difficile de lui nier son blason. Avec un design tendu et fastback, son long capot cachant un V12 atmosphérique, quatre portes, une hauteur de caisse accrue et de grandes jantes, il n'a rien d'un banal SUV. Quels sont les modèles de voiture ancienne qui se vendent le mieux en France ?

L'Auto-Journal fait le point sur un marché de l'occasion en plein boom. Cependant, comme tous les autres SUV, il affiche les accastillages attendus d'un baroudeur avec des passages de roue soulignés de noir. Mais ne vous y trompez pas, il ne s'agit pas ici de ces basiques revêtements en plastique noir que tout le

monde aime détester. Examinez attentivement le Ferrari Purosangue et vous remarquerez immédiatement que ses arches de roue sont en fait légèrement éloignées de la carrosserie pour former un look « flottant ». De plus, elles sont fabriquées à partir de fibre de carbone, et non de plastique, et sont entièrement fonctionnelles, réduisant la traînée et la portance en envoyant de l'air le long des côtés de la voiture. Ces arches ont des persiennes orientées vers l'avant qui fonctionnent en conjonction avec les bords extérieurs du pare-chocs avant pour former un « rideau d'air » sur les roues avant. Cela maintient le flux d'air au plus proche de la roue afin de diminuer les turbulences créées par cette dernière en le gardant au plus proche de la carrosserie.

DACIA JOGGER HYBRID (2023)

Au volant du « vaisseau » à 7 places

Dacia ne pouvait plus snober l'hybridation plus longtemps. Surtout lorsqu'il suffit de piquer la motorisation à la Renault Clio E-Tech et de l'offrir à son dernier né, le Jogger. Au prix, hélas, d'un sacré surcoût. L'Auto-Journal teste pour vous le « vaisseau » à 7 places de la marque roumaine. Difficile de dire que le Jogger est un vilain pollueur, lourdement pénalisé par le malus écologique. Parmi toutes les versions de la gamme proposées à la vente, la « peine maximale » s'élève à 210 € pour un modèle TCE 110 ch SL Extrême. Même pas 1% du prix dudit véhicule – 22200 € en l'occurrence – le plus cher du catalogue. Mais par les temps qui

courent, il faut laver plus blanc que blanc, prévoir l'avenir, anticiper les pénalités prochaines, et soigner son image. UN SURCÔÛT DE... 25% ! Revendiquer une consommation au ras du bitume appâte toujours, à l'heure d'un carburant à 2 € le litre. Dacia ne pouvait donc plus faire l'impasse sur une proposition hybride, quitte à ce que cela entraîne une nette inflation. Une fois n'est pas coutume, commençons par le revers de la médaille : le Jogger Hybrid 140 ch qui nous intéresse aujourd'hui coûte, à finition identique, 5 000 € tout rond de plus que ses homologues TCE 110 ch ou ECO-G 100

ch. Soit la bagatelle d'un surcoût de... 25% ! Le rapport prix/prestations étant l'argument de vente premier d'une Dacia et particulièrement scruté par la clientèle, à ce prix-là, l'hybride a intérêt à en offrir plus.

LE PLUS PUISSANT DE LA FAMILLE DACIA Et quoi au juste ? De meilleures performances, pour commencer. En héritant de l'ensemble hybride « simple », c'est-à-dire non rechargeable, de la Clio notamment, le Jogger gagne pas moins de 30 ch par rapport au TCE 110 ch et 40 ch sur l'ECO-G à bicarburation sans plomb/GPL.

Avec ses 140 ch cumulés, il devient le plus puissant de la famille : ça change la donne, forcément. Même s'il s'alourdit de quelques kilos supplémentaires (180 kg d'après Dacia, du fait de la batterie), il prend l'avantage sur ses frangins. Du moins, à l'accélération.

C'est moins vrai en relance et encore moins dans le cas d'une version 7 places. Même si personne n'achète un Jogger pour ses capacités à taquiner le chrono, ce gain lui donne un entrain qui n'est pas superflu. Cette motorisation hybride apporte surtout un réel plus en agrément de conduite.

TOYOTA YARIS CROSS

Plus fort que le Peugeot 2008 pour commencer l'année !

Le succès continue pour le petit SUV Toyota Yaris Cross. En ce début d'année, le japonais vous plait même plus que le Peugeot 2008. Lorsque Toyota présente le Yaris Cross au printemps 2020, on se dit que la partie n'est pas gagnée pour ce petit SUV de 4,18 m. D'abord, il y a embouteillage chez ces crossovers urbains que les constructeurs déclinent à toutes les sauces et Toyota, pourtant précurseur avec son RAV4 de la fin des années 1990, débarque très tard. Qui plus est, la menace est réelle pour la Yaris, qui reste très importante pour la japonais en Europe. Mais ces deux craintes n'ont finalement pas effrayé le petit Yaris Cross, qui s'est très vite imposé dans le paysage. La petite sœur Yaris y a certes perdu quelques plumes, mais elle continue de vous séduire elle aussi. Tout « bénéf » donc, pour le n°1 japonais qui entend bien continuer sur cette dynamique.

Mieux que le Peugeot 2008 ! Dans cette optique, 2023 démarre sous les meilleures auspices puisque le Yaris Cross, sur les deux premiers mois de l'année, vous le préférez au Peugeot 2008 ! Le nippon a conquis un peu plus de 3 322 acheteurs que le « français » - il est fabriqué en Espagne - n'a pu faire mieux que 3 304. Certes, la victoire est d'un cheveu et le Lion est en attente de son restylage qui doit intervenir cette année. Mais tout de même, la performance mérite d'être soulignée, d'autant que l'on parle ici des achats aux particuliers, autrement dit ceux que vous réalisez pleinement et non les ventes cumulées avec les entreprises.

Le Toyota Yaris Cross est unique-motrice hybride.

Il faut dire que derrière une ligne qui plaît, le petit SUV Toyota peut compter sur l'efficacité de sa seule et unique motorisation hybride de 116 ch. Il se contente, en effet, de 4,3 l/100 km en ville selon nos mesures et de 5,6 l sur la route. Vous ne semblez donc pas lui tenir rigueur d'une finition en-deçà de la concurrence, d'une habitabilité comptée aux places arrière et plus généralement d'un confort de suspensions un peu rustique. Ni même d'un prix relativement élevée puisqu'il débute en ce moment à presque 27 000 €. Cela dit, force est de reconnaître qu'à ce petit gabarit, les alternatives existent mais ne sont pas nombreuses en hybride et le Yaris Cross conserve une botte secrète : une version 4-roues motrices bien utile pour les habitants des régions montagneuses. Pas de quoi traverser le massif du Mont-Blanc par les pistes, mais assurément suffisant pour se sortir des pièges de l'hiver.

BRÉSIL

L'inflation sur un an sous la barre des 5% en mars

L'inflation sur un an au Brésil a nettement reculé en mars, passant sous la barre des 5%, à 4,65%, au plus bas depuis plus de deux ans, lors du troisième mois du mandat du président Lula, selon les données officielles publiées mardi. L'Indice des prix à la consommation (IPCA), établi par l'institut brésilien de statistiques IBGE, s'élevait à 5,60% sur un an en février, et à 11,30% en mars 2022. La première économie d'Amérique Latine a par ailleurs enregistré un léger recul de l'inflation sur un mois, à 0,71%, contre 0,84% en février. Il y a un an, la hausse mensuelle des prix s'était élevée à 1,62% en mars.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie **Eco**

Mercredi 12 Avril 2023 <http://www.lesenjeuxeco.dz>

FRANCE

Bruno Le Maire appelle l'UE à bâtir son «indépendance» face aux États-Unis

Le ministre français de l'Économie, Bruno Le Maire, a défendu mardi la nécessité pour l'Union européenne de bâtir son «indépendance» et sa propre «pensée stratégique» face aux «alliés» américains, après des propos controversés d'Emmanuel Macron sur Taïwan. «Le président de la République a parfaitement raison de réclamer l'indépendance et la souveraineté européenne comme il le fait depuis 2017», a déclaré Bruno Le Maire sur la radio Europe 1.

«Nous sommes évidemment les alliés des États-Unis, nous partageons les mêmes valeurs, nous partageons beaucoup d'intérêts économiques en commun, mais ce n'est pas parce que nous sommes les alliés des États-Unis que nous devons être contre la Chine», a-t-il poursuivi. «Et nous n'avons pas à être pris à partie dans cette rivalité qui existe entre les États-Unis et la Chine, nous voulons bâtir l'indépendance européenne, renforcer l'Europe», a ajouté le numéro deux du gouvernement.

ACCIDENTS DE LA ROUTE

31 morts et 1353 blessés en une semaine

Trente et une (31) personnes ont trouvé la mort et 1353 autres ont été blessées dans 1118 accidents de la circulation survenus durant la période du 2 au 8 avril courant, selon un bilan hebdomadaire rendu public mardi par la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré au niveau de la wilaya d'Alger avec 6 personnes décédées sur les lieux des drames et 102 autres blessées suite à 104 accidents de la route, précise la même source.

UNE PREMIÈRE DEPUIS JUIN 2022

Le prix du bitcoin dépasse les 30.000 dollars

Le bitcoin reste loin de son sommet absolu à 69.992 dollars en novembre 2021. L'intégralité du marché des cryptomonnaies approchait de 1300 milliards de dollars, selon le site Coin-Gecko.

Le prix du bitcoin est monté mardi au-dessus du seuil symbolique de 30.000 dollars pour la première fois depuis dix mois, la première cryptomonnaie poursuivant son envolée des dernières semaines. «Les troubles du secteur bancaire et des spéculations sur une possible fin du cycle de hausse des taux de la Fed (Réserve fédérale américaine) ont dopé la demande des cryptos, ce qui a permis au bitcoin de se remettre de sa glissade de 60% l'année dernière», rappelle Victoria Scholar, analyste chez Interactive Investor. Le bitcoin, qui a gagné 6,2% à 30.069 dollars mardi vers 10H00 GMT, est en hausse de

plus de 6% lors des dernières 24 heures, entraînant avec lui les autres cryptomonnaies comme l'Ether ou le Dogecoin. L'intégralité du marché des cryptomonnaies approchait de 1 300 milliards de dollars, selon le site Coin-Gecko, qui recense plus de 10.000 cryptomonnaies. Certains partisans du bitcoin affirment que les cryptomonnaies pourraient être une alternative au secteur bancaire, bousculé récemment par la faillite de la Silicon Valley Bank (SVB). Un événement qui semble avoir éclipsé les effondrements récents dans le monde des cryptomonnaies, avec la faillite de la plateforme FTX ou le crash des cryptomonnaies Terra/Luna en mai dernier. L'appétit pour les cryptomonnaies est aussi creusé par l'idée que la Fed va arrêter de remonter ses taux. Le secteur, très volatil, avait bénéficié, notamment pendant

la pandémie de Covid-19, des taux ultra-bas qui avait poussé les investisseurs vers des actifs risqués.

«Il faut garder en tête que le marché des cryptomonnaies est imprévisible, donc les investisseurs devraient rester prudents car la situation pourrait virer de bord rapidement», prévient Walid Koudmani, analyste chez XTB. Le bitcoin reste loin de son sommet absolu à 69.992 dollars en novembre 2021.

«La prochaine donnée que les marchés surveilleront est l'inflation américaine, attendue demain» (mercredi), estime Simon Peters, analyste de marchés chez eToro. Une inflation plus élevée que prévu pourrait pousser les investisseurs à revoir leurs prévisions de hausses des taux de la Fed, ce qui pourrait peser sur le bitcoin.

COOPÉRATION

Le Premier ministre japonais effectuera une tournée en Afrique, fin avril

Le dirigeant japonais devrait se rendre en Egypte, au Ghana, au Kenya et au Mozambique pour évoquer le renforcement de la coopération entre le continent et les pays du G7, dont le Japon assure la présidence tournante, cette année.

Le Premier ministre japonais, Fumio Kishida (photo), effectuera une tournée en Afrique fin avril pour renforcer la coopération entre le continent et le groupe des sept économies les plus avancées du monde (G7), dont le Japon assure la présidence tournante, a annoncé le porte-parole du gouvernement japonais, Hirokazu Matsuno, ce mardi 11 avril.

M. Matsuno, qui s'exprimait lors d'une conférence de presse tenue à Tokyo, a précisé que cette tournée conduira M. Kishida en Egypte, au Ghana, au Kenya et au Mozambique.

Il a également indiqué que la tournée, qui aura lieu durant les vacances de la Semaine d'or (une semaine de vacances au Japon prévue du 29 avril au 5 mai, Ndlr), intervient avant le prochain Sommet du G7, qui se tiendra du 19 au 21 mai à Hiroshima (Japon).

«La coopération avec les principaux pays africains pour s'attaquer aux problèmes internationaux

est significative pour le Japon», a déclaré M. Matsuno.

Estimant que l'Afrique demeure sous-représentée dans les divers organes de gouvernance mondiale, malgré son poids économique et démographique grandissant, le Premier ministre japonais avait plaidé en décembre dernier pour l'octroi d'un siège permanent à l'Union africaine (UA) au sein du groupe des vingt plus grandes économies de la planète (G20).

«L'admission de l'Union africaine au sein du G20 est importante, étant donné le rôle grandissant des pays africains dans la communauté internationale», avait-il déclaré à l'issue d'une rencontre avec le président sénégalais et président en exercice de l'Union africaine d'alors, Macky Sall, à Tokyo.

Lors de la 8e Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD-8), qui s'est tenue en août 2022 à Tunis, le Japon avait annoncé 30 milliards de dollars d'investissements en Afrique sur trois ans et la formation de plus de 300 000 Africains dans plusieurs domaines, pour tenter de contrer l'influence de son puissant rival chinois sur le continent.

R I.